lutte ouvrière

HEBDOMADAIRE PARAIT LE MARDI N° 211 — SEMAINE DU 12 AU 18 SEPTEMBRE 1972 PRIX : 2 F

Les représailles israëliennes contre les camps de réfugiés

ORADOUR AUSSI RÉPONDAIT A UN ATTENTAT

courrier des lecteurs

S.N.C.F. :

service non compris à l'appréciation du contrôleur

Etant obligé à de nombreux déplacements en province, j'ai pris, il y a peu de temps, un abonnement demi-tarif S.N.C.F.

Dernièrement, pour me rendre à Nantes, j'ai donc pris un aller simple demi-tarif qui m'a coûté au départ de Montparnasse, 26 F. Or, au cours du voyage, le contrôleur m'informa que j'étais dans un train « à supplément » **et que je devais donc régler en plus du billet la somme de 7 F (ce qui n'est pas rien) ! J'appris ainsi que mis à part un train le matin et un train tard le soir, tous les autres trains à destination de Nantes étaient à supplément ! Manière élégante et discrète s'il en faut, d'augmenter les tarifs « grande ligne » sans en avoir l'air.**

Mais ce n'est pas tout. Repartant de Nantes quelques jours plus tard, pour Paris, j'ai pris un billet demi-tarif qui m'a coûté 28 F. Croyant à une erreur de l'employé, je lui fis remarquer que je n'avais payé que 26 F à l'aller. « Oui, **me dit-il,** mais ici, il y a une taxe locale... » **On m'expliqua que cette taxe existait depuis plusieurs années et qu'elle était destinée à la construction de la nouvelle gare. Etonné puisque la gare dans laquelle je me trouvais semblait toute neuve avec marbre, plantes vertes, statue moderne et tout et tout, on m'expliqua alors que cette gare était construite et terminée depuis près de deux ans, mais qu'il fallait maintenant construire le parking !... Voilà qui semble quand même un peu fort, d'autant plus qu'on peut être sûr que ce parking, une fois terminé, sera payant, comme de bien entendu !**

Mes mésaventures à la S.N.C.F. ne sont probablement pas terminées, la dernière en date étant la suivante : Devant faire un nouveau déplacement en province, je pris mon billet, toujours pour Nantes, lorsque j'appris que mon voyage était reculé d'une semaine. Sur le billet, il est inscrit en toute lettre « validité deux mois ». **Or, lorsqu'une semaine plus tard, je me trouvais dans le train, un nouveau contrôleur m'informait que mon billet n'était plus valable** « parce qu'il n'était pas validé à un guichet ». **J'eus beau lui montrer l'inscription en clair sur le billet, il n'y eut que mes protestations véhémentes et à haute voix contre les procédés de la S.N.C.F. pour faire reculer le contrôleur et m'éviter de repayer !**

J.V., Paris-4e.

A Clermont-Ferrand, la police perturbe la vente de notre journal :

« Mais ne criez pas si fort... »

Samedi matin, sur le marché Saint-Pierre, alors que nos camarades vendaient comme à l'ordinaire notre hebdomadaire, deux flics en civil tentaient de les empoigner et de les entraîner vers leur « 404 ».

Les protestations immédiates des vendeurs contre cette entrave à la liberté d'expression provoqua un attroupement d'une cinquantaine de personnes.

« Ne criez pas si fort, venez vous expliquer à la voiture. Mais pourquoi vous criez si fort ?... », disait l'un des policiers en voyant le cercle des gens se resserrer autour de lui. La sympathie n'allant pas spécialement vers eux, les deux argousins en civil lâchèrent prise en proférant un « vous allez voir... ».

Ce n'est pas cette menace qui arrêta les discussions : des jeunes conseillaient à nos camarades de partir en expliquant que la police, au commissariat, les tabasserait.

Tout le monde tombait d'accord pour dire que c'était une atteinte au droit d'expression. Derrière, assez gênés, les deux flics attendaient le panier à salade qui n'arrivait qu'un quart d'heure plus tard, alors que la vente était terminée.

Protestations contre le sabotage de la distribution de Lutte Ouvrière par la CGT

Un lecteur proteste

Cette courte lettre pour vous avertir que les numéros 197, 201, 203, 204 et 205 de Lutte Ouvrière **n'ont pas été distribués dans ma ville, ce depuis le début des calomnies anti-révolutionnaires menées par la C.G.T. contre votre journal qui dit à certains bureaucrates syndicaux staliniens des vérités qui ne sont pas bonnes à dire. J'espère tout de même que cette situation intolérable cessera bientôt sous les réactions des travailleurs.**

A.F., Poitiers.

Une lettre de la section syndicale C.F.D.T. Roussel-Uclaf-Romainville au syndicat du Livre C.G.T.

Chers camarades,

Par une motion votée le 23 juin, les centres de distribution N.M.P.P. « Charolais » et « La Villette » (messageries) du syndicat général du Livre C.G.T., décidaient :

— de faire la grève de la distribution en province du journal Lutte Ouvrière, **tant que les militants de cette organisation n'auraient pas mis fin à la distribution de leur bulletin politique aux portes des entreprises de messageries.**

Notre section syndicale s'élève contre cette mesure (même si elle n'est pas rentrée pleinement en application) contraire aux principes démocratiques fondamentaux de libertés d'expression et d'organisation des différents courants du mouvement ouvrier français.

Ceci nous étonne d'autant plus que cette mesure intervient quelques semaines après la parution du « programme commun de gouvernement P.C.-P.S. » que votre bureau confédéral (le 29 juin 1972) salue comme « l'un des plus importants événements qu'ait connu le mouvement ouvrier français » **et note qu'il répond** TRES CONCRETEMENT AUX DESIRS **que la C.G.T. avait exprimés.**

Nous savons, d'autre part, que votre confédération va organiser, dans un proche avenir, des comités d'action, pour le soutien du programme commun dans de nombreuses entreprises.

Or, nous lisons dans cet accord :

Partie II : « DEMOCRATISER L'ENTREPRISE »

« (...) les droits d'expression et d'organisation des partis politiques sur les lieux de travail seront reconnus ! » **ce que la section C.G.T. et les cellules P.C.F. de notre établissement traduisent aux travailleurs par** « extension des libertés syndicales et politiques dans l'entreprise. »

Partie III : « DEMOCRATISER LES INSTITUTIONS »

Chapitre V : « Information »

« (...) le statut des N.M.P.P. sera modifié de manière à les soustraire de l'emprise du groupe Hachette et à ASSURER DES GARANTIES DEMOCRATIQUES à la distribution de la presse. »

Il nous apparaît donc qu'il y a une CONTRADICTION regrettable entre les principes énoncés dans l'accord que vous soutenez et une pratique qui, dès aujourd'hui, ne semble pas s'inscrire dans la ligne des principes auxquels vous adhérez.

Notre section souhaiterait que vous nous donniez une explication par rapport à cette contradiction et espère que vous interviendrez pour mettre fin rapidement à ce procédé anti-démocratique.

Nous pensons que si de tels actes devaient se renouveler, ils feraient peser sur l'ensemble des organisations ouvrières, dans le cas où un gouvernement P.C.-P.S. viendrait au pouvoir, de lourdes inquiétudes quant aux libertés réelles d'opinion, d'expression et d'organisation pour lesquelles nous luttons dès aujourd'hui dans l'intérêt du développement de la prise de conscience de la classe ouvrière.

Le 24 août 1972.

Si je vous envoie cette lettre, ce n'est pas pour vous raconter nos petites vacances, bien qu'il soit agréable de séjourner dans la ville de Corbie, près d'Amiens, dans la Somme. Par contre, comme d'habitude, nous achetons Lutte Ouvrière **chaque semaine. Mais cette fois-ci, « râpé » ! A Corbie, pas de** Lutte Ouvrière **depuis** « environ deux mois », **d'après le libraire.**

On a donc essayé d'en savoir davantage. Le patron est venu et nous a dit « ne pas être au courant du blocage de L.O., mais qu'il recevait, par contre, régulièrement **la presse du parti... ». Quand un libraire emploie le mot tout simple de « parti » — ce qui est quasiment rare — pour désigner le P.C.F., c'est qu'il est à peu près sûr... d'en faire partie ou bien d'en être un sympathisant. C'est mon avis. Je me trompe peut-être... Peut-être aussi que la municipalité P.C.F. n'est pas étrangère non plus à l'étouffement de la presse révolutionnaire.**

J'envoie encore ce petit mot (...) pour vous faire remarquer une petite erreur de chiffrage. En effet, l'avant-dernier numéro ayant pour photo de couverture Hassan II et Oufkir marque le numéro 208, semaine du 22 au 28 août. Le dernier marque le numéro 207 et a pour couverture des ouvriers devant leur usine comptant leur paie et pour titre de l'éditorial : « Rentrée : une hausse des prix scandaleuse ! ».

C.B., Paris.

En ce qui concerne le numéro 209, il y a eu, en effet, une erreur dans la numérotation sur la couverture (207 au lieu de 209), dont nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous excuser.

Mais pour en revenir au problème principal soulevé par notre correspondant, il est certain que si la campagne de protestation qui a suivi le blocage de notre hebdomadaire par le syndicat C.G.T. du Livre a contraint celui-ci à reculer, et à renoncer au boycott ouvert de notre journal, nous n'avons aucun moyen de savoir si, ici ou là, dans les services des N.M.P.P., il n'y a pas encore quelques « démocrates avancés » qui s'ingénient à saboter la diffusion de **Lutte Ouvrière.**

L'affaire du blocage de juin-juillet prouve en tout cas que semblables méthodes sont pour le moins possibles. C'est pourquoi nous avons besoin de l'aide de tous nos lecteurs pour contrôler la bonne diffusion de notre journal. D'avance, nous les en remercions, comme nous remercions notre correspondant.

Les mesures sociales du gouvernement

QUI PAIERA LE PRIX DU VENT ?

FAISANT preuve de dons polémiques exceptionnels, Messmer a répondu à Séguy, à propos de son fameux plan social : « Ceux qui disent que c'est du vent sont des farceurs : du vent à 2 milliards et demi de nouveaux francs, c'est cher et je n'ai pas encore vu du vent à ce prix-là. »

Car le plan social du gouvernement est évalué à 2 milliards et demi, deux milliards et demi qui seront répartis, pour l'essentiel, entre 2 millions de personnes âgées et handicapées et 80 % des familles françaises. Ce qui, il faut le reconnaître, se réduit à fort peu de choses si l'on calcule même schématiquement la part attribuée à chaque bénéficiaire. Il est vrai que Messmer aurait pu « oublier » les vieux, les handicapés, les veuves, les mères de famille et les retraités, mais c'est précisément à eux qu'il a pensé d'abord. Pourquoi ? Par souci de justice sociale ? Certainement pas. Par préoccupation électoraliste, Messmer cherchant à s'attacher les voix de ces électeurs comme une dame de charité s'assure la reconnaissance de « ses » pauvres ? En partie oui, bien sûr. Mais en partie seulement. Car si le fameux plan social de Messmer s'occupe d'abord des « déshérités » c'est parce que c'est la seule catégorie dont il a la possibilité d'augmenter même très faiblement les ressources sans que cela lui coûte un sou, ni à lui, ni au patronat.

On nous avait averti avant les vacances : le budget est prévu dans ses grandes lignes, pas question d'y toucher.

Alors, c'est simple : Messmer et Edgar Faure sont allés au plus facile. Toutes les personnes bénéficiant du plan social du gouvernement relèvent déjà d'un ou de plusieurs régimes sociaux : vieillesse, allocations familiales, caisse de retraite, Sécurité sociale, etc. Il suffit donc de puiser dans ces caisses puisque certaines sont largement excédentaires, en particulier les allocations familiales qui ont un trésor de 8 milliards de francs (de quoi faire du « social » dans l'avenir n'est-ce pas ?) La source de ces excédents, c'est l'inflation et le fait que l'augmentation des allocations familiales suit, pour l'essentiel, le S.M.I.C. alors que celle des cotisations suit les salaires et revenus réels.

Pour faire bonne mesure, le gouvernement s'engage à faire un geste : l'Etat paiera aussi une partie — la plus faible — des dépenses prévues. Comment ? Eh bien, en se procurant des ressources supplémentaires, par un « relèvement modéré de la vignette automobile 1973 ». **Ce coup-là on pensait bien qu'il était éventé depuis Ramadier... mais il faut croire qu'il est difficile de faire du nouveau.**

Bref les 2 milliards et demi de Messmer ne lui coûteront pas cher. Ils ne coûteront pas cher non plus au patronat et encore moins à l'Etat-patron. Car, à part le relèvement légal du S.M.I.C. peut-être un peu aidé, rien n'est évidemment prévu pour les salaires. On verra ça région par région a dit Messmer en Alsace, « il ne faudrait pas substituer un problème d'emploi à un problème de salaire » **a-t-il ajouté, ce qui est une façon un peu alambiquée de dire que le gouvernement n'imposera aucun « sacrifice » au patronat et lui laissera les mains libres pour refuser les augmentations de salaires.**

Au total, le plan social de Messmer ne prend pas en considération le problème des salaires, ce qui, en période d'inflation, est pourtant la question sociale numéro un ; il ne fait rien — et pour cause — contre la hausse des prix ; il se contente de faire l'aumône aux électeurs les plus défavorisés en prenant l'argent dans la poche des cotisants.

Moralité : si ceux qui critiquent sont des farceurs ceux qui gouvernent sont des escrocs.

Colette BERNARD.

Cela va être dur de faire prendre les vessies pour des lanternes jusqu'aux élections de 1973. Mais Edgar Faure est un orfèvre.

(Ph. A.F.P.)

La civilisation française

A l'occasion des mesures sociales du gouvernement, on a pu apprendre, de la bouche même de nos ministres, qu'en France, plus de deux millions de travailleurs retraités vivaient avec tout juste le minimum de 304 F par mois — et sans autres ressources car ce minimum n'est accordé qu'à cette condition. En effet, dans ces 304 F, il y a 150 F qui sont attribués dans le cadre du Fonds National de Solidarité pour ceux qui sont vraiment déshérités. Ces pensionnés vont donc voir leurs ressources passer de 304 F à 375 F par mois.

Pour le gouvernement et la presse aux ordres, ces mesures sociales prouvaient la hardiesse et la générosité de Messmer et de son équipe qui n'ont pas hésité — même au prix de lourdes dépenses supplémentaires — à soulager la misère des nécessiteux... surtout quand on pense que cette augmentation ne représente même pas, pour l'année, le prix de moins de deux cents « Mirage » si chers au cœur et à la bourse de M. Dassault.

Voilà le beau pays de France, prospère et libéral, incapable d'assurer un minimum décent à deux millions de vieux travailleurs.

N. CLANCIER.

sommaire

EN FRANCE

● Leur nouvelle société

Page 12
— A Lyon, telle police, tel préfet.

● Dans les entreprises

Page 8
— Echos des entreprises.

Page 9
— Creusot-Loire : ce que vous ne verrez pas lors de l'opération « Portes Ouvertes ».

DANS LE MONDE

MUNICH

Pages 6-7
— Les représailles israéliennes contre les camps de réfugiés : Oradour aussi répondait à un attentat.
— L'enlèvement des athlètes : un acte imbécile.
— Olympisme, commerce et politique.

MAROC

Page 12
— Un régime profondément pourri.

DIVERS

Page 4
— Revue de presse.

Page 5
— En bref.

Page 10
— Livres : « Ghandi », de R. Payne, et « Le dogue », de M. Spillane.

Page 11
— Cinéma : « Harold et Maude ».
— Critique et sélection de télévision.

En page 6
VOIR EDITORIAL :
— Oradour aussi répondait à un attentat.

SANS PERTE NI FRACAS, LA RENTRÉE DE LA C.G.T.

GEORGES Séguy a fait salle comble à la Mutualité le jeudi 7 septembre pour son discours traditionnel de la rentrée. C'est sans doute un signe des temps si cette année, contrairement aux précédentes, les seuls militants qui eurent le droit d'y participer furent les délégués du personnel ou des comités d'entreprises ou encore les délégués syndicaux, l'heure de l'allocution choisie, quinze heures, tombant pendant le temps de travail. De plus une invitation était nécessaire pour pouvoir assister au meeting la carte syndicale ne suffisant pas. La vie syndicale se résume de plus en plus à l'activité de ceux qui ont un mandat, une protection, ainsi que des heures payées. Et la bureaucratie syndicale, loin de s'opposer à cette tendance, s'assure ainsi plus facilement la perpétuation de ses privilèges. Elle n'a même plus besoin de préserver la façade et c'est ouvertement qu'elle renonce au syndicalisme de masse pour un syndicalisme « d'élus » en n'ouvrant ses assemblées qu'à ces derniers.

Les déclarations de Séguy devant ce public choisi et enthousiaste, n'auront guère créé de remous ni dans les milieux patronaux ou gouvernementaux, ni dans les milieux ouvriers. Le représentant de la confédération la plus importante, bien que parlant au nom de la classe ouvrière de ce pays, n'a guère eu l'air belliqueux. Pas d'allusion cette fois-ci à **« un septennat qui pourrait être écourté ».** La seule menace est au conditionnel : **« ...Si l'arrière-pensée du gouvernement et du patronat est de nous lanterner avec des histoires d'intéressement, de participation, de cogestion ou d'actionnariat ouvrier, pour gagner du temps et neutraliser temporairement notre action, la manœuvre se retournera inévitablement et rapidement contre eux avec perte et fracas ».** Si la menace est au conditionnel, la politique du patronat et du gouvernement est au présent. Et les travailleurs, qu'on lanterne, attendaient précisément de Séguy, dans son allocution, ce qu'il proposerait pour retourner cette politique **« avec perte et fracas ».**

« L'action est à l'ordre du jour » a déclaré le secrétaire général de la C.G.T., mais il recommande seulement aux syndicats **« de mettre à jour les revendications, de les déposer dans les meilleurs délais, et d'exiger l'ouverture de négociations ».** A part soutenir les mouvements qui partiront de la base, la confédération ne prendra d'initiative et de responsabilité de lutte à l'échelon national que **« si l'intransigeance patronale et gouvernementale persiste ».** L'accent est donc mis sur la négociation et non sur la lutte.

En fait la partie la plus importante du discours fut celle concernant le programme commun de la gauche. La perspective que Séguy offre aux militants de la C.G.T. c'est celle d'un changement aux prochaines élections. Et, bien qu'il déclare que, même en cas de victoire électorale de la gauche, **« c'est la grande bataille de masse qui sera nécessaire pour faire triompher le programme commun »**, rien dans son discours n'a montré que la C.G.T. était prête à entamer autre chose qu'une campagne électorale.

J. LAMARCK

revue de la presse d'extrême-gauche

LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS

Voici enfin paru dans le numéro d'août 1972 du Pouvoir aux Travailleurs, **organe des pablistes belges, sous le titre curieux de** « Chine : le bonapartisme momentanément écarté », **leur jugement sur l'affaire Lin-Piao.**

Depuis, la confirmation officielle de l'échec de cette mainmise totale de l'armée sur les appareils de l'Etat et du parti, la mort « accidentelle » de Lin-Piao et d'autres personnalités militaires, mais aussi et surtout la restructuration du parti et l'éloignement d'éléments militaires de plus en plus nombreux des postes dirigeants, tout cela nous permet d'affirmer que le danger bonapartiste est heureusement momentanément écarté.

Sauf en ce qui concerne l'attitude stupidement sectaire à l'égard de l'U.R.S.S., le tournant politique opéré par Chou En-lai — le véritable vainqueur de cette formidable lutte de tendances — la réorientation de la politique extérieure qui précéda et rendit possible celle sur le plan intérieur, cette nouvelle orientation permet maintenant de redresser, peu à peu, une situation générale gravement compromise suite à cette politique éhontée, ultra-gauchiste pratiquée durant une décennie et accentuée pendant la « révolution culturelle ».

rouge

hebdomadaire de la ligue communiste

Dans son numéro du 2 septembre 1972, l'hebdomadaire de la Ligue Communiste porte le jugement suivant sur « le plan social » d'Edgar Faure, avant, bien entendu, que ce plan soit publié.

Face à la combativité ouvrière, à la récession ou à la révolte sporadique des classes moyennes, au péril électoral de l'Union de la Gauche, Pompidou-Messmer font jouer Edgar Faure. Ce prestidigitateur n'a pas encore sorti les surprises de son chapeau, mais la presse en a révélé approximativement la teneur : faire du social. Train de mesures en faveur des vieux et des veuves, ceux qu'on laisse crever parce qu'on ne peut plus extorquer de plus-value. Puis les salariés, et là il faudra accorder quelque chose dans le sens du SMIC à 1.000 F (en juillet 1973 et pour 44 h de travail, paraît-il !) et de la retraite à 60 ans. Enfin les paysans dont la défection — lors du référendum sur l'Europe — a été durement ressentie par l'UDR. La situation économique permet à la bourgeoisie, en l'absence de toute solution de rechange crédible et stable, au pompidolisme de financer cette politique. Mais d'un régime sur la défensive, de tels « cadeaux électoraux » sont des signes de faiblesse qui peuvent provoquer l'effet contraire : si la bourgeoisie peut payer la pommade pour éviter une crise politique profonde, les travailleurs peuvent, eux, exiger, par la lutte, ce qu'ils estiment être leurs besoins et leur dû !

le prolétaire

bimensuel — parti communiste international (programme communiste)

Dans son numéro du 4 septembre, Le Prolétaire **critique les positions de** Lutte Ouvrière **sur l'Irlande. Il semble cependant que si, nous, nous avons oublié le prolétariat anglais, les bordiguistes qui y pensent, ne fondent en tout cas guère d'espoir sur lui...**

Plus insidieuse est l'autre solution opportuniste, d'origine évidemment « luxembourgiste » — (l'aigle a laissé là un œuf de poule !) — qui consiste à nier tout simplement, ou à éviter la question. On en trouvera un exemple éclatant dans le numéro 188 de **Lutte Ouvrière** qui, consacrant sa page centrale à **« L'impasse irlandaise »,** réalise un vrai tour de force : il n'y dit **pas un mot du prolétariat anglais** et se contente de souhaiter la transformation de la « guerre civile » de l'Ulster en « guerre sociale » de la majorité de la communauté protestante (« composée en réalité — selon L.O. — de prolétaires ou de petits-bourgeois, de paysans et autres, qui n'ont aucun intérêt à ce que se perpétue l'oppression des catholiques »), majorité des protestants unie à la minorité catholique, contre leurs communs exploiteurs anglais et irlandais. Mais en admettant même (supposition absurde) que les ouvriers privilégiés ne se rangent pas pour la nième fois aux côtés des oppresseurs anglais, contre l'ensemble des ouvriers non qualifiés, il reste le problème de la lutte des masses irlandaises contre l'impérialisme britannique. En réalité, l'attitude des « protestants » de l'Ulster (dont beaucoup sont évidemment des prolétaires, mais en proportion moindre, et à un meilleur niveau de salaire, etc., que les « catholiques ») est un « modèle » de l'attitude du prolétariat anglais, « travaillé » par plus d'un siècle de trade-unionisme, de labourisme et de fabianisme. S'il est vrai que les protestants se trouvent à peu près en situation de « pieds-noirs » en Ulster, pour les ouvriers anglais, la situation est toujours celle de participants aux fruits du pillage impérialiste, ou à ses miettes.

. . . . . .

Il faudra de profonds séismes économiques et sociaux, et de multiples expériences de lutte avant tout **au sein** même du prolétariat pour que la classe ouvrière (« consciemment » ou non, peu importe) ou au moins ses secteurs d'avant-garde agissent contre le « sens commun » de l' « ouvrier moyen » des pays impérialistes avancés, qui est soumis à l'idéologie de la classe dominante, solidaire du boucher qui dans la « meilleure » des hypothèses fait d'elle son chien de garde, ou qui, plus souvent, l'engraisse pour mieux le vendre et lui tanner la peau ; pour que les ouvriers les plus combatifs sentent que trahir cette « Union sacrée » est le seul moyen de rester fidèles à leur propre humanité ».

lutte Communiste

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

L'organe des posadistes, dans son numéro en date du 1er septembre 1972, fait le point sur la situation du mouvement ouvrier et révolutionnaire dans le monde. On connait l'optimisme incurable de Posadas et de ses partisans. Les extraits suivants montrent qu'il ne se dément pas. On pourra penser évidemment que l'Internationale Communiste en Crimée ou un programme anti-capitaliste dans l'accord P.C.-P.S. n'ont pas grand-chose à voir avec la réalité. Lutte Communiste **demeure en tout cas fidèle à elle-même.**

L'impérialisme français a dû permettre que la Conférence internationale des partis communistes se tienne à Paris, alors que voilà quelques années, il interdisait le fonctionnement de la Fédération Syndicale Mondiale, et qu'il expulsait il y a quelques mois Carrillo. Cette Conférence est une attaque aux Etats-Unis et pourtant l'impérialisme français a dû la permettre. Elle est aussi une élévation de l'intervention mondiale des P.C. et des Etats ouvriers. Elle a été suivie par la réunion des Partis communistes en Crimée. Ce sont là des formes indirectes, mais chaque fois plus élevées d'Internationale Communiste.

. . . . . .

Le processus mondial impose, appuie, soutient, impulse les expériences favorables à la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie. Les masses ont aujourd'hui un point d'appui très élevé dans l'organisation du front unique P.C.F.-P.S. sur un programme qui tout en étant limité est anti-capitaliste. Le fait que les socialistes ont dû l'accepter, alors qu'ils étaient contre peu auparavant, est un grand progrès de la révolution. Ce processus d'unification et de changement dans les secteurs qui ont toujours résisté à la lutte pour le gouvernement de gauche, va donner sa physionomie au futur mouvement de masses.

lutte ouvrière

Responsable de la publication :
Michel RODINSON

Composition :
L.I.T.O.
Département Presse Offset
4, rue du Bouloi

Impression : Roto technic Offset
Aubervilliers

Adressez toute correspondance à
LUTTE OUVRIERE
B.P. 152-06
75 263
PARIS CEDEX 06

TARIF DES ABONNEMENTS

Ordinaires

	6 MOIS	1 AN
France	30 F	50 F
Etranger	40 F	65 F
Etranger avion	60 F	120 F

Sous pli fermé

France	70 F	130 F
Etranger	80 F	150 F
Etranger avion	de 200 F à 340 F suivant pays	de 390 F à 650 F

Tous les versements de fonds, abonnements et soutiens divers doivent être faits au :

C.C.P. RODINSON
PARIS-6851-10

en bref... en bref... en bref...

La loi du plus fort

La part la plus importante des entretiens qui viennent de se dérouler entre Nixon et le Premier ministre japonais a sans doute porté sur la reprise attendue des relations entre le Japon et la Chine.

Il est évident que ce rapprochement entre le Japon et la Chine n'a pu avoir lieu que parce que les U.S.A. ont décidé de mettre fin au blocus qu'ils entretenaient et imposaient à leurs alliés vis-à-vis de la Chine. Maintenant que, après vingt années de blocus, un certain nombre de restrictions sont levées, le Japon ne peut que considérer avidement un marché aussi intéressant (près de huit cents millions d'hommes).

L'impérialisme japonais qui est sévèrement maintenu par la « protection » de son allié américain ronge son frein et n'attend que l'occasion de profiter de sa puissance ; mais, et jusqu'à nouvel ordre, c'est la permission de Nixon qu'il doit obtenir pour faire ce que Nixon lui-même voudrait réaliser en Chine : envahir cet énorme marché. Et l'impérialisme américain semble bien peu enclin à accorder son émancipation à la bourgeoisie japonaise. Car, si la Chine a obtenu, après une guerre longue et terrible contre ce même Japon, son indépendance et la possibilité de traiter avec qui elle le désire, l'impérialisme japonais, lui, doit encore obtenir bien des permissions du puissant « protecteur et ami » qui gendarme le globe.

Antisoviétisme

Par sa lettre à François Mitterrand, l'ambassadeur d'U.R.S.S. en France Abrassimov a relancé les discussions sur certains aspects peu ragoûtants des pays qu'il est convenu d'appeler socialistes : procès politiques, antisémitisme officiel, intervention armée dans les « pays frères ».

Mais en fait, ce n'est pas cela qui est en discussion.

La politique des dirigeants soviétiques est si claire — même si l'on pense qu'Abrassimov ne l'exprime peut-être pas complètement — que la plupart des journalistes n'ont pas eu de mal à comprendre. Au travers de cette lettre, il s'agit de rappeler le P.C.F. à l'ordre : son désir de se démarquer de l'U.R.S.S. afin de rassurer la bourgeoisie française ne doit pas l'entraîner trop loin. Les bureaucrates du Kremlin sont prêts, au besoin, à exercer toutes les pressions nécessaires, y compris jusqu'à faire rompre l'alliance PC-PS.

Toute leur attitude signifie, qu'à défaut d'un De Gaulle, ils préfèrent un Pompidou neutre, voire bienveillant vis-à-vis de leur politique étrangère, plutôt qu'un Mitterrand qui mettrait son originalité à ramener la France à la politique des années 50.

Ce n'est pas une nouveauté, et Mitterrand ne pourrait même pas faire semblant de l'ignorer.

Il y a longtemps que les dirigeants soviétiques avaient fait prendre conscience au P.C.F. des « aspects positifs » de la politique étrangère gaulliste.

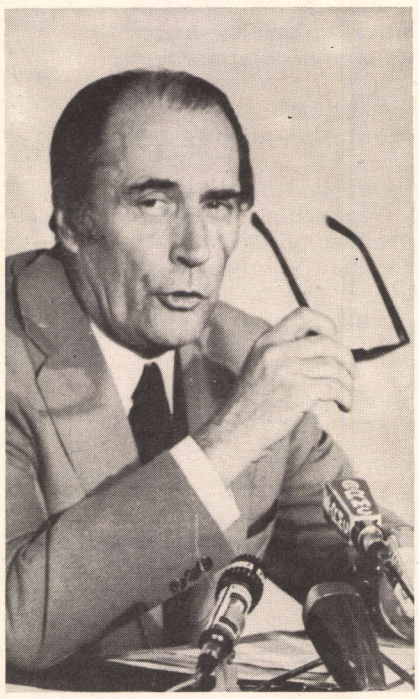
Alors la question n'est de savoir si Mitterrand a compris (la presse lui a expliqué) ; ni s'il en tiendra compte : son silence est une réponse éloquente.

Par contre, on peut se demander dans quelle mesure le P.C.F. sera sensible à cette pression.

L'Humanité, en condamnant « l'antisoviétisme » à plusieurs reprises, a montré qu'il n'y est pas insensible.

Mais pour l'instant le P.C.F., loin du pouvoir, n'a pas à faire de choix douloureux ; il peut tourner autour du pot, ménager la chèvre et le chou.

Qu'en serait-il si, pour accéder à la mangeoire, il lui fallait donner réellement des gages d'indépendance ?



(Ph. U.P.I.)

Les déboires d'Edouard

Edouard Charret, ce député de Lyon dont la chronique parle beaucoup ces derniers temps à propos de proxénétisme et autres affaires plus ou moins louches, tient, pour de multiples raisons qu'il n'a pas révélées au public, à sa place de représentant au Parlement.

Et cela à tel point que puisque l'U.D.R., dont il était jusqu'alors un des plus beaux fleurons, ne lui accorde pas son investiture pour les prochaines élections, il se présentera quand même sans étiquette, sous son seul nom.

Ainsi, l'ingratitude de cette grande famille de la majorité a frappé encore. Après Rives-Henrys, il y a eu un autre sacrifié. Charret a dû remettre sa lettre de démission.

Car si l'U.D.R. soutient ses membres et leur permet certains « petits » avantages de toutes natures, elle rejette de son giron les malchanceux ou les maladroits qui font un petit peu trop de scandale.

Pauvre Charret réduit à se présenter tout seul ! Evidemment il a ses chances. Outre la publicité maintenant faite sur son nom, il a un palmarès suffisamment chargé pour émouvoir l'électorat lyonnais.

Il s'est tellement occupé à secourir la veuve et l'orphelin, il a tellement voulu reclasser les pauvres femmes qui se sont abandonnées à la prostitution, il s'est tant dévoué pour leur donner un toit, qu'elles en auront sûrement une certaine reconnaissance. Et comme ces dames ont bien, en plus de l'autre, une carte d'électeur...

A Renault (Billancourt), les jours chômés doivent être payés intégralement

La direction de la Régie Renault à Billancourt vient d'annoncer que le 15 septembre prochain les ateliers et services de l'UFMB et de l'UCMB chômeraient. De plus, pour les équipes, seront chômés les samedis 16, 23 et 30 septembre. Cela concerne la majorité des travailleurs des ateliers de Billancourt. Ne sont pas touchés par ces journées de « chômage » les bureaux et certains ateliers d'Entretien.

Est-ce l'annonce d'une récession dans l'automobile, se manifestant d'abord dans l'entreprise nationale ? Absolument pas, les affaires vont bien à la RNUR ; la Régie Renault a battu cette année tous ses records de production.

Alors pourquoi ces journées « chômées » à Renault-Billancourt ? Tout simplement parce que la direction veut faire payer aux travailleurs son incapacité à organiser la production. Il est évident que, dans la gamme Renault, la R 4 et la R 6 ne se vendent plus aussi bien qu'avant, mais cela est plus que compensé par R 5, dernière née chez Renault, qui est fabriquée à elle seule à plus de cinq cents exemplaires par jour.

Seulement, voilà, la R 5 est fabriquée à Cléon et à Flins. Là-bas, la direction embauche, pousse les cadences et instaure les heures supplémentaires. Pour équilibrer les charges de travail entre ses usines, la direction, avant les vacances, avait annoncé au C.E. qu'elle rapatrierait certaines fabrications à Billancourt.

Maintenant, elle a trouvé plus rentable de faire chômer la majorité des travailleurs de Billancourt qui seront indemnisés à 50 %.

C'est un véritable scandale. La direction est seule responsable de la pagaille, de son incapacité à tant soit peu harmoniser la production entre ses propres usines. Les vrais responsables de la pagaille dans la production, eux, ne verront pas leur salaire amputé d'un centime.

(Ph. L.O.)

De plus, avec ces journées de chômage, la direction compte bien nous faire peur ; elle compte bien nous décourager de revendiquer. Eh bien, pour l'instant, c'est raté. Les travailleurs ont appris la nouvelle des journées chômées sans inquiétude. Mais ils ne veulent pas perdre de salaire. C'est à la direction de payer ses erreurs — pas à nous !

Paiement intégral des journées chômées !

Avions détournés et sécurité

DANS le contexte des événements survenus à Munich, on a reparlé de mesures mondiales de sécurité contre le terrorisme et en particulier contre l'une de ses formes devenue courante, les détournements d'avions.

Il est, certes, plus facile de parler des détournements d'avions qui font pourtant moins de morts et qui, quand ils en font, les font par l'intervention de la police et de l'armée, que de s'en prendre aux autres risques mortels courus quotidiennement par les passagers. Fouillés, palpés, passés aux détecteurs, ceux-ci risquent malheureusement beaucoup plus leur vie à cause de l'imprudence des compagnies aériennes qu'à cause d'éventuels détournements.

Combien de morts sont dues à l'absence d'une réglementation internationale qui assurerait la sécurité des vols ? Le matériel électronique moderne est cher et combien d'aéroports s'en passent ? Tous les moyens sont bons pour faire des économies y compris exiger des pilotes des temps de vol trop longs. Bien sûr, lorsque des accidents surviennent, une défaillance humaine est toujours là pour l'expliquer. L'homme devrait tout voir, se sortir de toutes les difficultés quelles que soient les conditions. Mais les appareils n'échappent pas à la règle. Combien d'avions prétendus sûrs à l'essai deviennent dangereux dans leur emploi quotidien.

Et pourtant, aucun chef d'Etat, aucun président de compagnie n'a été condamné encore parce que les aéroports tuaient. Quelques accidents comptent pour quantité négligeable face aux milliards de bénéfices. Alors vraiment, si aujourd'hui les différents gouvernements s'entendent pour lutter contre les possibles détournements d'avions, si des mesures de représailles sont décidées, ce sera pour des raisons politiques mais pas par souci de la population. D'ailleurs, qui en doutait en voyant le silence observé par ces mêmes gouvernements devant les tueries que provoque leur politique au Vietnam et ailleurs.

D. LEGER.

Argentine : Hugo Blanco en prison

Depuis le 12 juillet, Hugo Blanco, révolutionnaire péruvien exilé par le régime de Velasco Alvaredo, se trouve en prison à Buenos-Aires. Il était arrivé en Argentine un mois auparavant, venant du Mexique.

Le Parti Socialiste Argentin a élevé une énergique protestation contre cette arrestation ainsi d'ailleurs que de nombreux intellectuels du pays. Et si, officiellement, Blanco est menacé d'expulsion, le sort réservé par le régime du général Lanusse aux détenus politiques (qu'il n'hésite pas à faire abattre) laisse planer de lourdes menaces sur la vie de Blanco. Tous les révolutionnaires se doivent de protester et d'exiger sa libération immédiate.

Nous reviendrons sur cette affaire dans notre prochain numéro.

Éditorial

Les représailles israéliennes contre les camps de réfugiés

ORADOUR AUSSI RÉPONDAIT A UN ATTENTAT

IL n'aura donc pas fallu attendre longtemps pour pouvoir juger à leur juste valeur les déclarations humanitaires et les larmes hypocrites des dirigeants du monde entier et en particulier du gouvernement israélien à propos de l'affaire de Munich.

Répondre à un attentat commis par quelques terroristes égarés et désespérés, en prenant la décision, froidement, calmement, consciemment, de bombarder des populations misérables et sans défense, et qui n'ont comme seul tort que d'être de la même nation que les terroristes, c'est sans doute cela l'idéal de tous ces gens, d'un peu tous les pays, que l'on entendait ces jours-ci, à la radio, maudire des assassins qui n'étaient pas, eux, des industriels du crime.

Le geste des terroristes palestiniens était dément, inutile, exécrable, certes, mais il était commis par des gens représentant un peuple désespéré dont toute la vie, de la naissance à la mort, se déroule dans des camps. Bien sûr, cela n'excuse pas ces terroristes palestiniens. Mais les dirigeants israéliens qui ont pris la décision de bombardements tout aussi terroristes ne sont-ils pas, eux, des hommes d'Etat conscients, des officiers de sang-froid ? C'est sans même l'excuse du désespoir qu'eux ils ont commis leur crime. Sans même plus d'efficacité non plus, car ces bombardements feront surgir dans les camps plus de terroristes qu'ils ne tueront d'Arabes. Et tous les hommes politiques des grandes puissances ne tolèrent-ils pas la politique d'Israël parce qu'ils en font, ou en ont fait autant en Hongrie, au Vietnam, en Algérie ou au Tchad.

Les dix-huit morts de Munich, onze Israéliens, cinq Palestiniens, deux Allemands, ce drame qui s'est terminé en massacre avec l'aide de la police allemande, et sans aucun doute l'accord du gouvernement israélien qui préférait la mort de ses athlètes plutôt que laisser les Palestiniens remporter une victoire morale, aura finalement été un succès politique pour les dirigeants sionistes d'Israël. Ils peuvent maintenant bombarder les pays arabes en toute quiétude : la haine nationaliste et raciale unit autour d'eux l'immense majorité du peuple d'Israël et lui fait oublier ce qu'il aurait à leur reprocher. En face, la même haine dresse de même la majorité des peuples arabes contre les Juifs, et leur fait oublier le faste de leurs dirigeants et leur propre misère. Et c'est ainsi — par l'exacerbation de telles haines raciales qui font oublier les classes et masquent l'exploitation sous les torchons coloriés des drapeaux nationaux — que les exploiteurs du monde entier, de guerre en guerre et de meurtres en génocides, arrivent à maintenir leurs profits et à dormir sur leurs deux oreilles et sur leur tas d'argent.

Pour toutes ces crapules, les quelques morts de Munich n'ont été que l'occasion de faire oublier leurs propres crimes.

C'est d'ailleurs cela la pire condamnation des actes des commandos de Septembre Noir. Les leaders nationalistes palestiniens qui utilisent ces méthodes, en voulant ignorer qu'il y a des exploités dans toutes les nations, et que ce sont justement ces exploités qu'il faut unir, ne peuvent rien offrir de bon au peuple palestinien lui-même. Même s'ils étaient victorieux, ils lui construiraient une autre geôle.

N'oublions pas, en effet, que ces méthodes terroristes, ce sont celles-là mêmes qu'utilisaient, il y a vingt-cinq ans, les organisations sionistes qui furent à l'origine de l'Etat d'Israël et sont au pouvoir aujourd'hui dans l'ombre de Moshe Dayan.

Que ces gens-là feignent d'oublier ce qu'ils faisaient eux-mêmes hier n'est rien. Ce qui compte et doit nous servir de leçon, c'est que les actes terroristes des organisation juives de l'époque ont abouti à la création d'un Etat juif où la majorité des Juifs du monde n'ont pas envie de vivre, où un certain nombre d'entre eux seraient d'ailleurs considérés comme des parias et victimes d'un racisme équivalent à celui qui y frappe les Arabes.

En chassant de Palestine plus misérables qu'eux pour s'y installer, les Israéliens ne peuvent survivre aujourd'hui qu'en s'imposant, continuellement, par la force des armes de destruction modernes, aux populations arabes qui les entourent. Voilà où conduisent les dirigeants nationalistes de tous bords.

Et ce ne sont pas les déclarations humanitaires des crapules qui détiennent le pouvoir dans tous les pays, qui peuvent faire oublier que, s'ils tiennent tant aux drapeaux et aux hymnes nationaux, c'est pour dresser les uns contre les autres, en des conflits sanglants, tous les exploités de la terre, pour le plus grand profit des exploiteurs.

La po.ice allemande, appuyée par des spécialistes israéliens, a fait un beau carnage à Munich. (Ph. U.P.I.)

L'enlèvement des athlètes israéliens :

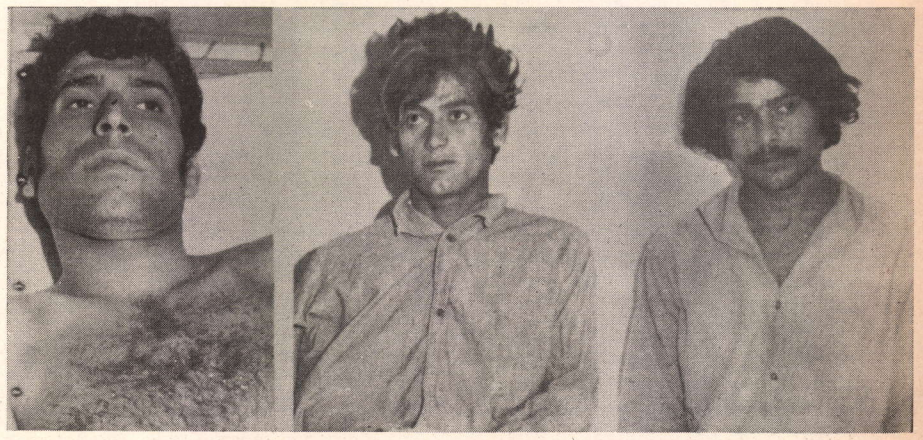
LES larmes et les imprécations des Nixon, Golda Meïr, Hussein ou autres Pompidou devant les morts de Munich soulèvent le cœur et indignent. Elles écœurent parce que tous ces gouvernants qui feignent de pleurer des morts innocents sont tous, sans exception aucune, responsables directs de bien d'autres tueries à travers le monde et de morts tout aussi innocents et bien plus nombreux.

Mais elles écœurent surtout parce qu'ils sont tous responsables à un titre ou à un autre de la situation actuelle du peuple palestinien. Responsabilité directe pour les gouvernants de l'Etat israélien qui s'applique depuis des dizaines d'années à chasser les Palestiniens hors de leur terre. Responsabilité directe aussi pour un Hussein qui, au prix d'un massacre de milliers et de milliers de personnes, a brisé, il y a quelques mois, les organisations de résistance palestinienne. Responsabilité indirecte mais néanmoins de culpabilité pour les grandes puissances qui ont armé ou appuyé la politique d'Israël ou de Hussein ou de toute façon assisté parfaitement indifférentes aux tragédies qui atteignaient le peuple palestinien.

C'est pourtant cette situation du peuple palestinien, en partie baillonné et écrasé par Israël, en partie parqué dans les camps des pays arabes limitrophes, et sans la moindre perspective de voir sa misère prendre fin, qui explique au premier chef un acte comme celui de Munich. C'est elle qui explique que l'on trouve à la fois des hommes prêts à sacrifier et leur vie et celle de n'importe quel Israélien, tout un peuple prêt à applaudir à de tels actes et des leaders politiques prêts à miser sur ces sentiments.

Cependant, ni les risques pris par les commandos palestiniens, ni la situation désespérée de leur peuple, ni le fait que leur acte ait très probablement été approuvé non seulement par l'énorme majorité du peuple palestinien mais probablement par une grande partie des Arabes du monde entier ne peuvent justifier cet acte.

Celui-ci s'inscrit en fait en droite ligne dans la politique qui avait amené, le 30 mai dernier, trois terroristes, japonais, mais au service d'organisations palestiniennes, à ouvrir le feu sur la foule des passagers de l'aérodrome de Lod. L'attentat de Lod avait paru d'autant plus absurde que les victimes, choisies donc au hasard, étaient dans leur grande majorité des Porto-Ricains. Mais eussent-elles toutes été israéliennes que cela n'aurait rien changé et cet acte criminel aurait été tout aussi imbécile.



Trois Palestiniens arrêtés à Munich : leur geste était désespéré, mais il n'en était pas juste pour autant. (Ph. U.P.I.)

OLYMPISME, COMMERCE ET POLITIQUE

LE drame de Munich a suscité le plus beau déferlement de discours hypocrites qu'on ait entendu depuis longtemps. Dirigeants et journalistes sportifs se sont associés aux pires canailles de la scène politique internationale pour dénoncer vertueusement ce que ces gens-là considérent comme une monstrueuse intrusion de la politique dans le sport. C'était à qui évoquerait avec le plus d'émotion la tradition des jeux de la Grèce antique, à qui exalterait le plus vigoureusement « l'idéal olympique » et la trêve du même nom, la fraternité humaine et sportive qui devrait unir les hommes par delà les différences sociales et politiques.

Mais là non plus, il n'aura pas fallu attendre longtemps pour savoir quelle sale camelote se cachait sous ces beaux discours, quelle politique recouvrait le prétendu apolitisme de ces gens-là. Pour avoir eu, pendant la remise des médailles, une attitude jugée « insultante » envers « leur » hymne national, les deux vainqueurs noirs américains du 400 mètres ont été exclus des Jeux. Parce que « l'apolitisme » de M. Brundage et de ses pareils exige qu'on se mette au garde-à-vous pendant l'envoi des couleurs, qu'on pleure d'émotion en écoutant son hymne national, comme si toute cette comédie patriotarde n'était pas l'expression d'une politique, et de la pire qui soit, de celle des puissants qui nous gouvernent.

Comment peut-on prétendre servir la fraternité humaine en glorifiant les musiques et les drapeaux qui ont servi, et qui servent encore, à dresser les hommes les uns contre les autres au nom de la patrie, c'est-à-dire dans l'intérêt des industriels et des banquiers. Et pour prendre l'exemple français, qui oserait sérieusement prétendre qu'un chant qui appelle les « citoyens » à « abreuver leurs sillons » avec le « sang impur » de leurs voisins, et qui a présidé aux massacres de milliers de travailleurs français et d'esclaves coloniaux insurgés puisse être considéré comme un hymne à la fraternité ? Mais il est vrai que notre belliqueuse Marseillaise n'a pas eu souvent l'occasion de retentir dans le stade de Munich !

Les Jeux Olympiques ne sont pas situés hors du monde et du temps. Et ce n'est pas d'hier que la politique y a fait intrusion. Elle y est au contraire partout, et depuis longtemps.

Rendez-vous de la jeunesse sportive du monde, indépendamment des différences sociales ou politiques ? A qui fera-t-on croire cela ? A qui fera-t-on croire que dans la préparation et la sélection des athlètes qui s'affrontent dans ces jeux, la fortune et la politique n'interviennent pas ?

Quand le baron Pierre de Coubertin ressuscita les Jeux, à une époque où les congés payés n'existaient pas, et où le repos hebdomadaire des travailleurs était réduit à sa plus simple expression, les compétitions olympiques ne pouvaient en aucun cas être le rendez-vous de la jeunesse du monde, car la jeunesse du monde, dans son immense majorité, n'avait ni les moyens de voyager, ni le loisir de pratiquer sérieusement un sport quelconque. Les Jeux Olympiques n'étaient alors, et ne pouvaient être, que le rendez-vous des « sportsmen » des beaux salons, et des petits barons en tous genres.

Matthews et Collett pendant l'exécution de l'hymne américain étaient plus fidèles à l'esprit olympique que ceux qui ont fait des Jeux une foire commerciale et nationaliste. (Ph. U.P.I.)

Avec le succès, les Jeux Olympiques se démocratisèrent certes progressivement dans leur recrutement. Mais pas pour des raisons désintéressées. Parce qu'ils devinrent rapidement une affaire commerciale d'une part, comme tout le sport dit amateur ou presque, et parce que les Etats se rendirent compte que leur prestige politique était en cause.

Aujourd'hui, les Jeux Olympiques revêtent ouvertement l'apparence d'une lutte entre les U.S.A. et l'U.R.S.S. pour le nombre de médailles, dans laquelle la plupart des autres pays ne font que de la figuration. Et les étudiants-athlètes américains, tout comme les officiers-athlètes russes, montrent à merveille que les Jeux, loin d'être apolitiques, font partie au contraire d'une grande compétition politique.

Les Jeux de Berlin de 1936, dont on a beaucoup parlé à propos de ceux-ci — et dont, soit dit en passant, on a critiqué l'utilisation par les nazis surtout après la Deuxième Guerre mondiale — n'étaient pas, au fond, une exception, mais plutôt un symbole : celui de l'utilisation du mythe des Jeux Olympiques par les grands de ce monde pour servir leur politique.

François DUBURG.

Un acte imbécile

L'enlèvement des athlètes israéliens à Munich est le produit d'une politique nationaliste qui en vient à considérer que tout Israélien, et, pourquoi pas bientôt, tout Juif, est un ennemi à abattre. Du coup, contre lui, tous les coups sont permis, qu'il soit combattant ou civil, et quelles que soient ses responsabilités directes dans la politique de l'Etat sioniste ou sa place dans celui-ci, quelle que soit la classe sociale à laquelle il appartient, qu'il soit, en Israël, un privilégié ou non.

C'est une politique criminelle qui va directement à l'encontre des intérêts qu'elle prétend servir, ceux du peuple palestinien lui-même. Outre qu'elle contribue à faire d'Israël un martyr aux yeux du monde entier et à accréditer le mythe que c'est lui l'agressé, elle ne peut qu'aboutir à souder toujours davantage l'ensemble des Israéliens autour du gouvernement des Golda Meïr et Moshe Dayan.

Les organisations palestiniennes présentent la solution militaire, c'est-à-dire la défaite militaire d'Israël, comme la seule solution possible pour mettre fin à l'oppression et à l'exil de leur peuple. Mais chaque attentat, chaque enlèvement, chaque bombe, chaque rafale de mitraillette qui vise indistinctement n'importe quel Israélien, parce qu'Israélien, même s'il fait des morts et surtout s'il fait des morts, aboutit non pas à l'affaiblissement mais au renforcement du potentiel militaire d'Israël.

Celui-ci est, en effet, fonction d'abord de la cohésion des Isréaliens autour de l'Etat sioniste, cohésion bâtie grâce au sentiment de n'avoir pas d'autre choix pour survivre. C'est ce sentiment que chaque attentat renforce, contribuant du même coup à faire d'Israël ce gendarme du Moyen-Orient qu'il est depuis vingt-cinq ans et, dans le contexte actuel, à le mettre encore un peu plus hors de portée des Palestiniens eux-mêmes.

Et puis, même si le contexte changeait et qu'une victoire militaire des Palestiniens advienne finalement — perspective qui ne se profile certainement pas aujourd'hui à l'horizon même le plus lointain — avec une telle politique et sous la direction de tels chefs, elle ne profiterait certainement pas au peuple, aux paysans et aux travailleurs palestiniens. Les organisations politiques et les leaders palestiniens qui refusent de tenir compte des différences de classe, en Israël et ailleurs, ne peuvent pas manquer d'étendre cette conception à leur propre nation. Quelles que soient leurs professions de foi socialistes de l'heure, sous leur conduite, la victoire palestinienne aboutirait immanquablement à la dictature de quelques privilégiés palestiniens sur les masses travailleuses de leur propre peuple.

Avec de telles organisations, avec de tels chefs, le peuple palestinien n'a rien à gagner. Car, même s'il en venait à recouvrer la Palestine et à détruire Israël, ce serait pour retrouver dans son ancienne patrie une nouvelle misère et une nouvelle oppression.

C'est là le seul avenir et la seule perspective qu'ouvrent les actes désespérés des commandos de « Septembre Noir ».

Jacques MORAND.

Communiqué de Lutte Ouvrière le 6 septembre

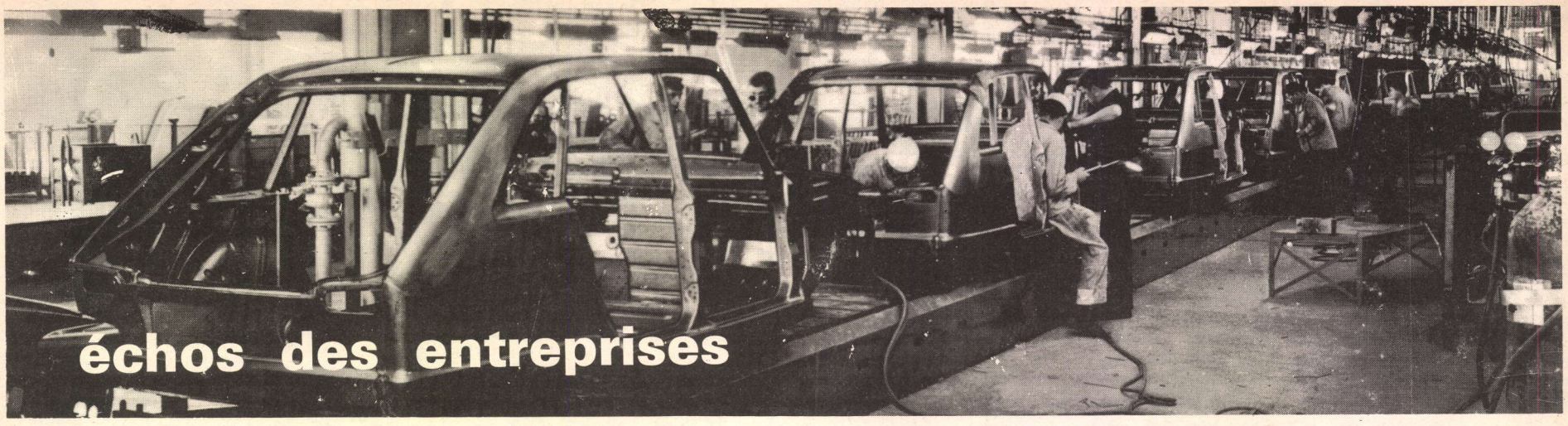
A la suite de l'attaque d'un commando palestinien contre la délégation israélienne aux Jeux Olympiques et la fin tragique qui en a résulté tant pour les athlètes israéliens que pour les membres du commando eux-mêmes, Lutte Ouvrière *ne peut que constater que de telles actions non seulement n'aident en rien la cause du peuple palestinien mais, bien au contraire, lui nuisent. De tels actes ne sont que la conséquence de la politique étroitement nationaliste suivie par les organisations palestiniennes, politique qui consiste à considérer tous les Israéliens comme coupables au même titre des menées criminelles de l'Etat sioniste contre la population arabe de Palestine et à encourager les attentats aveugles contre la population civile.* Lutte Ouvrière *ne peut que combattre une telle politique.*

Mais, pour condamnables qu'ils soient, une telle politique et de tels attentats n'existeraient pas si Israël, par deux fois, n'avait spolié le peuple arabe de Palestine de son territoire et de ses droits, ce qui a conduit nombre de jeunes Palestiniens à des actes de désespoir comme celui qui vient de se produire à Munich. De ce point de vue, la responsabilité de la situation actuelle incombe en premier lieu à l'Etat sioniste et à ses soutiens traditionnels qui n'ont cessé de nier et de bafouer les droits les plus élémentaires du peuple arabe de Palestine.

C'est pourquoi Lutte Ouvrière *dénonce vigoureusement la campagne orchestrée tant par la presse que par la radio ou la TV contre les Palestiniens et la prétendue indignation manifestée à cette occasion par nombre de gouvernements réactionnaires et l'ensemble de la droite de ce pays.*

Qu'un Nixon dont les troupes massacrent au Vietnam, qu'un Messmer dont l'armée « pacifie » le Tchad, qu'un Hussein qui fit tirer au canon contre les camps de réfugiés palestiniens, qu'une droite qui applaudit en son temps les guerres d'Indochine et d'Algérie puissent aujourd'hui affirmer leur « indignation » face aux événements de Munich relève de l'hypocrisie la plus honteuse. De telles simagrées ne peuvent que provoquer un profond dégoût chez tous ceux qui savent parfaitement l'ampleur des massacres dont se sont rendus coupables ou complices ceux qui prétendent aujourd'hui mettre les combattants palestiniens au ban d'on ne sait quelle civilisation.

Pour sa part, Lutte Ouvrière, *comme elle l'a toujours fait, continuera à défendre la lutte et les droits du peuple arabe palestinien sans pour autant cautionner la politique de telle ou telle de ses organisations.*



échos des entreprises

Leur lutte contre la Pollution

les poissons du Doubs ne croient pas aux promesses du préfet

● *SOCHAUX (Peugeot)*

Du cyanure dans le Doubs, près de Mathay... l'Allan baptisée rivière-égout : la pollution des eaux est à la une de l'actualité, dans la région comme ailleurs.

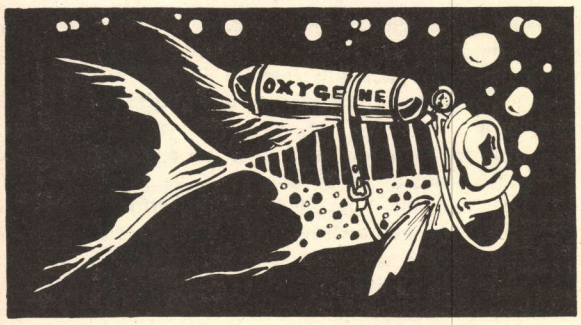
Les rivières n'ont pas été polluées en quelques semaines. N'importe quel pêcheur à la ligne sait bien que cela fait des années et des années que les industriels et les pouvoirs publics souillent les rivières en y laissant se déverser déchets et égouts.

Alors, aujourd'hui, que leur irresponsabilité est visible à l'œil (et au nez) nu, messieurs les pollueurs se dépêchent de faire semblant de faire quelque chose... à défaut de faire autre chose.

Le préfet de Besançon, avec seulement dix ans de retard, vient d'adresser « une stricte mise en garde » aux « industriels dangereux » de la région.

Va-t-on envoyer les gendarmes chez les patrons pollueurs ? Va-t-on les faire souffler dans le ballon ? et les mettre en prison ?

Vu la rapidité avec laquelle est arrivée cette « stricte mise en garde », les petits copains patrons du préfet peuvent dormir sur leurs deux oreilles.



polluer en cachette

● *UGINE-KUHLMANN*

Depuis mercredi 16 août, la structure de H2S04, celle qui avait empesté Pierre-Bénite au mois de juin, a redémarré. On en est encore au stade des essais puisqu'elle a été arrêtée et remise en route plusieurs fois depuis.

Il est significatif de voir que toutes les mises en route sont faites lorsque l'équipe de nuit prend son quart. En effet, au cas où ça ne marcherait pas et où il y aurait des dégagements importants de cochonneries, cela ne se verrait pas dans la nuit. Comme d'habitude, Ugine préfère se cacher plutôt que de prévoir des dispositifs valables pour neutraliser des dégagements accidentels.

Sécurité et conditions de travail

les mises en scène de la direction

● *THOMSON-C.S.F. (Gennevilliers)*

La plate-forme G2, dont l'installation est un véritable labyrinthe, a été visitée en juillet par une commission de contrôle de l'Assurance Incendie. Depuis que l'usine de Cholet a brûlé, les assureurs se méfient, en effet, des fantaisies de la direction Thomson.

La plate-forme ne dispose que d'une sortie pour une quarantaine de personnes, les deux autres ayant été murées par des panneaux de bois et servant maintenant de débarras !

Mais, lors de la visite, les panneaux ont disparu comme par enchantement. La direction a même poussé le vice jusqu'à faire redonner un coup de peinture pour effacer toute trace. Dès le départ de l'inspection, les cloisons... ont été remises en place !

Ainsi, la direction ne peut même pas être accusée de négligence : c'est bel et bien en toute connaissance de cause qu'elle bafoue les règles les plus élémentaires de sécurité.

à croire qu'Huré veut notre peau !

● *HURE (Bagneux)*

De grosses pièces, et particulièrement des bâtis, transportés par les ponts roulants, vont et viennent dans l'atelier. Elles passent dans l'allée, bien souvent à hauteur de nos têtes, et nous risquons sans arrêt de nous y cogner, donc de nous blesser.

Bien sûr, il y aurait une solution simple : réserver un passage aux ponts roulants. Mais pour Huré, il n'y a pas de place pour la sécurité. Toute la place est prise par les machines, établis qui sont bien entassés, si bien qu'il ne reste que l'allée pour faire circuler les charges.

Ce n'est d'ailleurs pas tout. Avant les vacances, le frein électrique d'un pont n'a pas fonctionné. Et un bâti est tombé en chute libre. C'est un miracle qu'il n'y ait eu personne sous la trajectoire !

Voilà encore un bel exemple de la façon dont Huré se moque de la sécurité. Ses ponts devraient être équipés de telle façon que ce genre d'incidents ne puissent se produire, avec révisions constantes des systèmes de freinage. Tant pis si cela lui coûte de l'argent.

la boîte à pochettes surprises

● *KODAK (Vincennes)*

Dans l'entreprise, que ce soit dans les laboratoires ou dans l'usine, nous utilisons tous plus ou moins des produits chimiques. Sur les matières premières ou les solvants venant de l'extérieur, des étiquettes indiquent si ces produits sont nocifs, dangereux, inflammables. Cependant, ces étiquettes sont collées sur les produits les plus connus du genre des produits chlorés ou benzeniques ; mais sur des produits tel l'acétonitrile, pour ne prendre que cet exemple, aucun signe ne permet de savoir que les vapeurs de ce solvant sont nocives et même mortelles à chaud (un camarade de Sevran en est mort il n'y a pas si longtemps).

Alors notre vie compte peu pour les patrons. D'accord, il y a eu un mort, mais le produit portera toujours une étiquette banale indiquant son nom et c'est tout. D'autres accidents pourront arriver avant que les patrons ne se décident à respecter la sécurité...

Quant aux produits fabriqués, synthétisés, émulsionnés, dissous, couchés chez Kodak, tout ce que nous pouvons en connaître, c'est un numéro de code ; et... le moyen de neutraliser ce numéro de code nous est encore bien moins connu, si nous en recevons une projection.

Autant marcher sur un champ de mines sans en connaître le cheminement ou aller à la cueillette des champignons sans en connaître un seul.

Kodak, c'est une boîte à surprise dans laquelle les produits sont stockés en pochettes. Notre vie ne doit pas tenir à un code ; nous devons exiger de connaître les effets de chaque matière que nous utilisons et le remède à employer au cas où nous serions atteints.

L'exploitation des auxiliaires

intérim : une exploitation éhontée

● *UGINE-KUHLMANN*

Ugine-Kuhlmann a employé pendant les vacances quelques travailleurs intérimaires pour remplacer certains postes vacants, et permettre à l'usine de « tourner » pendant cette période. Ceux-ci d'ailleurs quittent l'usine à la fin du mois.

Et ce qui s'est passé à Pierre-Bénite tend à se généraliser dans beaucoup d'entreprises ; les patrons, pour faire face aux à-coups de la production, embauchent un grand nombre de travailleurs intérimaires. Et quand ils n'en ont plus besoin, ils les renvoient, comme on rejette une orange, après l'avoir pressée.

Beaucoup de ces travailleurs intérimaires ne sont pas sûrs, ensuite, de retrouver du travail. Ils n'ont donc pas de sécurité d'emploi et se trouvent face à des négriers sans scrupules. Et lorsqu'ils se battent pour l'amélioration de leurs salaires et de leurs conditions de travail, ils sont souvent trop seuls devant les patrons.

Les travailleurs intérimaires sont des travailleurs comme nous, et nous nous devons d'être solidaires d'eux. A la Rhodia, ils donnent l'exemple en luttant pour obtenir des conditions de repos et de paie équivalentes à celles des 4 x 8 Rhodia.

non à la carrière d'auxiliaire de service

● *HOPITAL D'ANGERS*

La vie d'auxiliaire fait rêver : voyez cette camarade qui travaille de nuit ; sa vie est pleine d'imprévu : chaque matin, elle ignore où elle travaillera le soir ; le jeudi, on lui annonce que son repos du dimanche est supprimé. Une camarade de jour, elle, a eu la chance de travailler six dimanches de suite. Pour un salaire compris entre 700 et 900 F, voilà la vie que nous menons ! Hélas, tous les six mois, régulièrement, le charme est rompu. L'auxiliaire qui ne peut être embauché qu'à titre temporaire est débauché. Quelques jours après, il peut être rembauché s'il en fait la demande. Cinq ans après, il sera peut-être encore auxiliaire. Aucune loi n'interdit au directeur d'embaucher plusieurs fois de suite la même personne à titre temporaire. Tant que nous n'aurons pas imposé une telle loi, la surexploitation des auxiliaires durera.

après le chantage : les licenciements

● *CHEQUES POSTAUX (Bordeaux)*

Depuis longtemps, tout le monde connaît la menace de licenciement qui pèse sur les auxiliaires. L'administration, guidée par son seul souci de rendement, ne manqua pas de profiter de ce climat d'insécurité : « Travaillez bien mes petites et peut-être.... » « On ne sait jamais, si vous avez une bonne note, votre licenciement sera retardé... ».

En attendant, les choses marchaient. Maintenant, après avoir entretenu de vains espoirs, après avoir profité de la situation pour obliger les auxiliaires à travailler au maximum, l'administration annonce le premier contingent de licenciements. Après le chantage, on passe aux actes : la seule perspective que l'administration laisse aux auxiliaires, c'est la rue, le chômage. Cela y compris pour les titulaires en disponibilité embauchées comme auxiliaires en attendant leur réintégration comme titulaires.

Cette situation scandaleuse nous concerne tous. Nous ne pouvons laisser l'administration jeter les auxiliaires à la rue sans rien faire.

un premier succès

● *RHODIACETA-U.T.L. (Lyon-Vaise)*

La direction prétend que « les ouvriers intérimaires travaillant en fabrication 4 x 8 perçoivent une rémunération équivalente à celle que percevrait un ouvrier Rhône-Poulenc-Textiles tenant le même poste ».

Alors, comment explique-t-elle que les travailleurs embauchés par Inter-Ecco touchent environ 1.000 F par mois ? Car même en tenant compte de la qualification et de certaines primes payées en fin de mission, c'est bien loin du compte. D'ailleurs, Rhodia a promis d'intervenir auprès d'Inter-Ecco pour faire cesser ce scandale. Mais ce que la direction de Rhodia a reconnu oralement, elle refuse de le reconnaître par écrit. Car, face aux travailleurs, les patrons se serrent les coudes entre eux. Cependant, la solidarité des travailleurs a permis de les faire reculer et ce que les intérimaires ont obtenu par leur action, même si c'est tellement insuffisant, c'est déjà une première victoire.

CREUSOT-LOIRE :

Ce que les visiteurs ne verront sans doute pas

OPÉRATION "PORTES OUVERTES"

DIMANCHE 17 septembre, les laminoirs et tôlerie de l'usine du Creusot (groupe Creusot-Loire, ex-Schneider) ouvrent leurs portes aux visiteurs dans le cadre d'une « Opération Portes Ouvertes », lancée par la direction du groupe.

Une opération semblable avait déjà été réalisée en juin dernier dans une autre usine du trust.

Mais si la direction de l'usine fait, sans le moindre complexe, une publicité tapageuse sur certaines de ses installations, soigneusement sélectionnées, elle se gardera bien de montrer aux visiteurs les ateliers vétustes qui sont le lot quotidien de milliers de travailleurs et les endroits privilégiés où se produisent nombre d'accidents.

Car pour ceux qui travaillent dans ces usines, pour ceux qui en franchissent les portes toute l'année, c'est cela et rien que cela la réalité de Creusot-Loire, une usine dont les conditions de travail sont catastrophiques.

Des conditions de travail déplorables

TOUTE l'usine Creusot-Loire est dangereuse. Le trait dominant de chaque atelier est l'encombrement. On y aperçoit des machines entassées les unes sur les autres, des bouts de ferraille traînant un peu partout dans les allées et, surmontant ce désordre, un réseau de ponts roulants complètement archaïque qui balance continuellement des charges de plusieurs tonnes juste au-dessus de nos têtes. Et ce sont ces transbordements de pièces énormes qui sont à l'origine de la plupart des accidents.

Ce désordre dangereux provient de la structure même des ateliers (souvent peu étudiée) à laquelle vient s'ajouter la vétusté des installations : les ponts roulants, par exemple, sont délabrés et il arrive même qu'on s'électrocute à leur contact. A moins qu'ils ne prennent feu purement et simplement.

De plus, le réseau de ponts roulants est mal adapté au volume et à la disposition des ateliers. C'est ainsi qu'un travailleur a trouvé la mort écrasé entre un pilier et le pont, le pilier dépassant sur le chemin de roulement.

Le levage des charges est également la source de nombreux accidents : les câbles cassent, les crochets se balancent puis se décrochent, les charges déséquilibrées prennent du balan. Et ce travail, déjà périlleux en lui-même, est rendu encore plus dangereux par le manque de place et les moyens complètement périmés utilisés pour manipuler de telles pièces.

Dans le domaine de l'insécurité des conditions de travail, une place particulière doit être faite aux travailleurs chargés de contrôler la surface de plaques de métal pesant plusieurs tonnes. Les plaques sont en effet suspendues au-dessus de leurs têtes par un électro-aimant, lui-même accroché à un pont roulant qui n'a plus la première fraîcheur.

De plus, l'installation électrique est partout défectueuse, trop vieille, faite et refaite par petits bouts, adaptée au hasard des besoins et réparée à la limite du court-circuit. Elle fait continuellement planer sur l'usine un danger d'incendie.

Mais là où l'insécurité devient, en quelque sorte, spectaculaire, c'est dans les services à feu, c'est-à-dire les ateliers de fonderie, les laminoirs, les forges, les moulages. C'est d'ailleurs là que se trouve la main-d'œuvre immigrée, souvent peu qualifiée.

A première vue, ce qui frappe dans ces ateliers c'est l'épouvantable pagaille qui y règne. Le sol en terre battue est crevassé, jonché de ferraille ce qui empêche toute possibilité de fuite rapide le jour où un four explose comme ce fut le cas à la fonderie du Breuil.

De plus, une couche de poussière de plusieurs centimètres d'épaisseur recouvre le sol, particulièrement près des fours. Cette poussière provient des tonnes de chaux qui sont introduites dans les fours, la chaux se pulvérisant dans tout l'atelier dès qu'elle se trouve au contact de l'acier liquide. Le nuage de poussière ou de fumée qui en résulte est tel que la maladie professionnelle qui frappe certains secteurs est la silicose.

Mais, dans les services de feu, ce sont les brûlures et la chaleur qui sont les plus insupportables. Chaque jour, des tonnes de ferraille sont introduites dans le four rempli d'acier liquide. Et chaque benne de ferraille déversée dans le four projette à travers tout l'atelier des particules d'acier en fusion. C'est même devenu une habitude, pour les travailleurs des fours, que de savoir courir et se cacher derrière les bouts de tôle qui traînent dans l'atelier pour se protéger.

Et parmi tous ces travailleurs qui risquent chaque jour leur vie et leur santé, on pourrait citer l'ouvrier des laminoirs qui, muni d'une longue perche, doit retourner une barre de fer incandescente lancée à grande vitesse sur le train à barres, au risque de recevoir sur lui soit la barre incandescente, soit la perche. On pourrait prendre pour exemple les chalumistes qui travaillent 8 heures par jour sur des plaques à plus de 800°, protégés seulement par une combinaison d'amiante et qui ne peuvent porter sur eux le moindre paquet de cigarettes au risque de le voir s'enflammer. On pourrait aussi s'attarder sur les masseloteurs obligés d'effectuer leur travail, sans aucune protection, au-dessus de cuves remplies d'acier en fusion.

Et cela ne se passe pas au début du XIX[e] siècle. Cela se passe en 1972, au Creusot, au cœur d'un grand complexe industriel peuplé de 10.000 ouvriers qui donnent leur sueur et leur sang pour le plus grand profit d'une poignée de bourgeois repus et fiers de l'être. Car si les successeurs du père Schneider sont plus anonymes que lui, ils n'en sont pas moins rapaces et tout aussi peu disposés à utiliser leurs précieux bénéfices à rendre moins pénibles et moins dangereux le travail quotidien des ouvriers.

Correspondant L.O.

VICTIMES DU PROFIT !

DEPUIS sa sortie le 1[er] décembre 1969, le bulletin Lutte Ouvrière **(édité par des travailleurs de l'usine) a noté trente-cinq accidents dont une dizaine de mortels. De plus, pour apprécier ces chiffres à leur juste valeur, il faut tenir compte du fait que sur une usine de 10.000 ouvriers tous les accidents n'ont probablement pas été connus de nos camarades.**

Prenons cependant quelques exemples :

— novembre 1969 : **en Fonderie acier, un traceur est écrasé par une pale-hélice sous laquelle il travaillait ;**

— 14 décembre 1969 : **au Breuil, un pontonnier tombe d'un pont roulant situé à 12 mètres du sol ;**

— novembre 1970 : **à nouveau en Fonderie acier, un travailleur tombe d'une passerelle ;**

— 21 décembre 1970 : **c'est à nouveau le Breuil qui est le théâtre d'un horrible accident. Le four n° 2 explose et la voûte du numéro 3 s'effondre. Bilan : 2 morts, 2 grands brûlés ;**

— février 1971 : **toujours au Breuil, un ouvrier qui travaillait à la Dolomie tombe dans une fosse et meurt un mois plus tard ;**

— fin mars 1971 : **un graisseur travaillant sur un chemin de roulement se fait écraser entre le pont et un pilier de soutien. Le chemin de roulement, qui fait de 50 à 75 centimètres de large, n'en faisait plus que 30 à l'endroit des piliers. Le bruit avait empêché le travailleur d'entendre quoi que ce soit ;**

— 25 décembre 1970, mars 1971 : **à Montchanin, deux ouvriers se font écraser par des lingotières pesant plusieurs tonnes.**

Cela fait une moyenne de quatre accidents mortels par an. Et, à côté de cela, on dénombre des centaines d'accidents, certains très graves, dont on ne connaît souvent pas les suites. L'énumération serait sans doute fastidieuse mais là encore quelques cas parmi d'autres illustrent parfaitement la réalité criminelle de l'exploitation que subissent quotidiennement les travailleurs de Creusot-Loire :

— chutes d'échafaudages, d'échelles, de pont roulant : **le 20 avril 1972, une pontonnière s'est écrasée au sol en CM 4 après une chute d'une dizaine de mètres ;**

— pièces qui s'échappent des tours : **en CM 2, cela provoque une fracture du crâne en février 1970, une main coupée en juin 1972.**

Il faudrait aussi noter les fréquentes brûlures par l'acier en fusion qui jaillit ou qui coule le long de la perche du pyrométreur ou encore les brûlures par chalumeau ou par tuyau de l'oxygène injecté dans les fours et qui s'enflamme.

Au service des aciéries, le nombre des accidents est en constante augmentation. A titre indicatif, voici des chiffres publiés dans un rapport du « sous-comité d'hygiène et de sécurité » de l'usine du Creusot :

Année	1967	1968	1969	1970	1971
Nbre d'accidents	63	66	80	97	112
Nbre de jours perdus ..	2.438	2.582	2.509	2.590	3.516

Comme on le voit, depuis 1967, le nombre d'accidents a pratiquement doublé alors que le nombre de travailleurs employés dans ce service passait de 432 à 559, soit une augmentation d'environ 30 % de l'effectif. Et lorsqu'on saura que pour le seul premier trimestre 1972 on a compté 26 accidents et 781 jours perdus, on se rendra aisément compte que le taux macabre se maintient. Et derrière ces chiffres, combien de travailleurs tués, mutilés et de familles ouvrières brisées ?

Correspondant L.O.

livres

Robert Payne

GANDHI

NOTRE époque a connu deux génies politiques authentiques : Lénine et Gandhi... Tous deux furent à l'origine de révolutions, mais alors que l'un choisit la révolution violente, l'autre employait des armes pacifiques. L'un s'est vengé du genre humain, l'autre l'a aimé. » **Quand on lit ainsi l'introduction de la biographie de Gandhi par R. Payne, on a envie de fermer le livre. On aurait tort, car au-delà de la myopie politique et de l'obscurantisme de Payne, son livre donne une exposé si complet de la vie et des positions de Gandhi que le lecteur, lui, comprend aisément le véritable rôle politique de ce prétendu « révolutionnaire ».**

Parlant de la première campagne de masse de Gandhi en Afrique du Sud, contre l'enregistrement obligatoire des Indiens, Payne écrit : « la première campagne de Satyagraha (1) menée par Gandhi fut entièrement fondée sur de faux calculs. Il avait espéré que les piquets de grève se conduiraient avec calme et dignité, sans proférer de menaces, qu'il n'y aurait pas de violence et que l'on pourrait présenter un front uni. Aucun de ces espoirs ne se réalisa ». **C'est pourquoi Gandhi décide d'arrêter le mouvement en passant un compromis avec les Anglais.**

« Pendant le reste de son existence, Gandhi devait être hanté par la constatation qu'un mouvement pacifique de protestation peut toujours dégénérer en violence sauvage et incontrôlable. La résistance non violente peut en fait être très violente. » **Même l'arme de la non-violence, dans la mesure où il s'agit de mobiliser les masses indiennes, est à double tranchant car on ne s'appuie pas sur le peuple indien, on ne lui donne pas des espoirs impunément. Gandhi maniera cette arme (et Payne le montre bien) avec une grande habileté, sachant arrêter ses actions dès que le moindre incident se produit, laissant la répression britannique s'abattre sur le peuple indien, en prêchant la résignation, voire même la joie de se faire massacrer en punition de son péché de violence.**

La religion jouera un grand rôle dans la propagande de Gandhi, car c'est en puisant dans les croyances profondément ancrées du peuple indien que Gandhi cherchera à utiliser son nationalisme tout en le rendant inoffensif. C'est le culte aussi de la tradition, la haine du machinisme... Gandhi incarne ce que le nationalisme a de plus réactionnaire, de plus rétrograde.

Mais la non-violence de Gandhi ne concerne que la lutte contre l'impérialisme britannique : en Afrique du Sud, il lève un corps de volontaires indiens pour participer à la répression de l'insurrection zouloue. « Il voulait désespérément prouver aux autorités que les Indiens d'Afrique du Sud étaient des citoyens patriotes qui méritaient un traitement favorable de la part du gouvernement. Ce patriotisme, ils pouvaient en faire la preuve en tuant des Zoulous », **explique Payne.**

De même pendant la guerre de 1914-1918, il écrivait au vice-roi : « J'ai idée que si je devenais votre principal agent recruteur, je ferais pleuvoir les hommes sur vous ». **Il se fit agent recruteur, mais les hommes n'ont, à vrai dire, pas plu : car seule sa modestie légendaire pouvait faire croire au Mahatma qu'il suffisait que Dieu lui ait ordonné de recruter pour qu'une pluie de volontaires se précipitent à la boucherie.**

Mais le livre de Payne souffre d'énormes lacunes : s'il est aisé de le remettre sur ses pieds en voyant le rôle réel des paroles et des actes de Gandhi qu'il nous rapporte, il n'est pas possible de comprendre ce dont il ne nous dit pas un mot. Il présente Gandhi un peu comme le centre du monde au lieu de le resituer dans le contexte où s'est insérée son action. Pourtant, le mouvement nationaliste indien n'est pas né avec Gandhi, la mutinerie de 1857 a joué un rôle important tant dans la politique coloniale anglaise que dans le développement du nationalisme indien. Et si le Congrès fut, pendant de longues années, dominé par Gandhi, il était loin de se résumer à sa seule personne. A la fin du livre, l'indépendance de l'Inde semble tomber du ciel, et la séparation Inde-Pakistan apparaît comme la punition du peuple indien pour ses péchés de violence. Pas un mot sur les difficultés inextricables dans lesquelles se débattait l'impérialisme britannique à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, pas un mot sur sa politique de « diviser pour régner » entre les deux communautés.

On regrette que les traductions françaises d'autres biographies de Gandhi (comme celle de Nanda (2) **par exemple) soient épuisées, car si tous les biographes de Gandhi en sont des admirateurs enthousiastes, il en est qui sont plus lucides que Payne.**

O. BELIN.

(1) Non-violence.

(2) Livre de poche Marabout - Université 1968.

« Gandhi », **de R. Payne - Editions du Seuil, 45 F.**

Gandhi, apôtre de la non-violence, ne conteste pas le système social. (Ph. U.P.I.)

Mickey Spillane

LE DOGUE

DANS l'avertissement au lecteur publié en couverture, on nous trace un portrait qui se veut flatteur du dénommé Spillane. On y apprend ainsi qu'il est l'auteur de romans policiers le plus lu aux U.S.A., que ses livres sont traduits en quatorze langues et que leur vente totale dépasse 59 millions d'exemplaires. Une sacrée référence... commerciale. De plus, il paraît, toujours d'après le même texte, que Spillane **« travaille avec une rapidité prodigieuse, détruisant tout ce qui ne lui semble pas parfait du premier jet ».**

Si cette dernière affirmation était exacte, Spillane, à en juger par son dernier livre, n'aurait sans doute jamais écrit une seule ligne de sa vie et ses millions de lecteurs ne s'en porteraient que mieux. Car **« Le dogue »** est un roman policier dans lequel la bassesse y dispute à la vulgarité et à la bêtise. De plus, les platitudes de style (bien qu'il soit difficile d'employer ce mot pour un tel ramassis) sont désolantes.

Quant à l'histoire de ce super-mâle — qui, selon la préface, vit dans un univers **« de violence, de sexe et d'intrigue »** (sic) — elle est absolument sans l'ombre d'un intérêt.

En fait, Spillane utilise à plein toutes les ficelles, les lieux communs et le mauvais goût qui traînent dans la littérature la plus vile, sans oublier la pointe de sadisme qui est censée pimenter l'action.

Un pauvre livre écrit certainement par un pauvre type.

J.L.

« Le dogue », **de Mickey Spillane - Editions Fayard - 28 F.**

télévision

Sélection de la semaine

MARDI 12 SEPTEMBRE

2e chaîne (15 h 10) :

« BOOMERANG »

Un film policier d'Elia Kazan (1946). A travers l'histoire (tirée d'un fait divers réel) d'un innocent sur le point d'être condamné à mort, Kazan nous décrit la vie et les mœurs d'une petite ville américaine du Connecticut en période pré-électorale. Dans un style semi-documentaire, Kazan se livre à une critique de la société américaine, au demeurant bien timide. L'honnête juge d'instruction, qui est le héros du film, était dans la réalité Hosser Cumings qui devint plus tard ministre de la Justice des U.S.A.

1re chaîne (20 h 30) :

A ARMES EGALES

Georges Marchais et Alain Peyrefitte s'affrontent sur le thème : « Le monde socialiste : réussite ou échec ? ». *Un chantre du stalinisme et un farouche défenseur du système capitaliste se lanceront sans doute au visage, en guise d'arguments, les crimes innombrables commis tant par la bureaucratie soviétique et ses valets que par les Etats impérialistes. Mais en fait, pour les travailleurs et les peuples du monde, le choix n'est pas entre un monde qu'on appelle « socialiste » (sans doute par anti-phrase) et un monde capitaliste qui met chaque jour un peu plus en péril l'existence de la planète. Et les échecs du bloc de l'Est ne sont pas ceux du socialisme mais ceux de dirigeants et d'Etats qui s'en réclament frauduleusement.*

MERCREDI 13 SEPTEMBRE

2e chaîne (20 h 30) :

« Les dossiers de l'écran » *présentent*

L'ECOLE BUISSONNIERE

film de Jean-Paul Le Chanois

Le film retrace les efforts entrepris par un instituteur vers 1920 dans un village de Haute-Provence pour rendre attrayant et vivant l'enseignement qu'il dispense à ses élèves de la « communale ». Dans cette voie, il ne tardera pas à se heurter aux parents d'élèves et à l'académie.

Cette histoire servira de thème à la discussion qui portera sur « L'école communale ». Y prendront part des parents d'élèves et le recteur Gauthier, chargé de mission auprès du ministre de l'Education nationale. Espérons, sans beaucoup y croire, que la discussion mettra en lumière la responsabilité pleine et entière de ceux qui nous gouvernent dans la grande misère de l'enseignement. Car un enseignement moderne, dynamique et attrayant n'est pas possible avec des classes surchargées et sans aucun moyen financier. Trop souvent cet aspect des choses est présenté (surtout par les tenants du régime) comme secondaire et l'accent mis sur on ne sait quel obscurantisme dont feraient preuve parents et éducateurs. Quant au caractère de classe du système d'éducation dans la société actuelle et à la finalité de l'enseignement, on ne peut évidemment pas compter sur la TV pour nous en parler.

En dernière heure, dans la série « Les dossiers de l'écran », la TV a décidé de remplacer « L'Ecole buissonnière » par « La Maison des otages », film de W. Wyler, qui introduira un débat sur la prise des otages, avec la participation de D. Mayer, président de la Ligue des Droits de l'Homme, R. Faure, journaliste à L'Aurore, *et le commissaire divisionnaire Le Taillenter.*

SAMEDI 16 SEPTEMBRE

2e chaîne (22 h) :

L'ODYSSEE SOUS-MARINE DE L'EQUIPE COUSTEAU (n° 8)

« Les dernières sirènes »

Reportage sur les dugons et les lamantins, mammifères inoffensifs mais en grande partie massacrés par les hommes, qui ont donné naissance à la légende des sirènes.

1re chaîne (en soirée, mais horaire non communiqué)

« La caméra explore le temps »

LA TERREUR ET LA VERTU (n° 2).

Ce soir : ROBESPIERRE.

Il s'agit du second volet de l'émission sur la Révolution française de Stellio Lorenzi, Alain Decaux et André Castelot. Cette épisode, qui commence en avril 1794, traite essentiellement de la chute de Robespierre. Après s'être débarrassé des enragés et des hébertistes, Robespierre se retrouve seul face à la Convention qui, rassurée par les purges qu'il vient d'accomplir, va se débarrasser de lui. Dans cette lutte, nombre de sections parisiennes qui avaient été à la pointe de la lutte révolutionnaire, refuseront de soutenir l'Incorruptible. Elles reprocheront à Robespierre de n'avoir pas hésité à éliminer et à faire exécuter dans la période précédente ceux qu'elles considéraient comme leurs représentants les plus authentiques.

cinéma

HAROLD ET MAUDE

Hal Ashby

VOILA une curieuse histoire au cours de laquelle nous pénétrons dans une riche famille américaine. Ce.le-ci vit — fort bien — dans une grande maison avec parc, piscine, et autres aménagements minimums ; lorsqu'elle fait un petit cadeau à son fils, la mère lui offre une Jaguar.

Mais, puisque, comme chacun sait, l'argent ne fait pas le bonheur, tout ne va pas pour autant pour le mieux ; les enfants d'aujourd'hui, n'est-ce pas, ne savent pas profiter de la vie, et cet ingrat d'Harold ne songe qu'à embêter sa mère en organisant sans arrêt des simulacres de suicide, cela avec la plus grande recherche, et avec un goût très sûr pour le macabre. Pour distraction habituelle, Harold dédaigne les plaisirs frivoles et en général coûteux que lui permettrait sa situation de famille plus qu'aisée ; il a pour plus grand plaisir d'assister aux enterrements, et c'est un habitué du cimetière local auquel il se rend dans sa Jaguar transformée en corbillard ! C'est au cours d'une de ces « sorties » qu'il rencontre celle qui sera sa Dulcinée, Maude, une originale qui marche allègrement sur ses quatre-vingts ans en professant une philosophie très personnelle — et sympathique pour tous ceux qui ne la voient pas disparaître au volant de leur voiture, « empruntée » pour un instant.

Le tout, fait avec le plus grand humour, nous permet de rire de bon cœur, aux dépens des richards parents d'Harold, de quelques policiers rencontrés ici et là, et d'un général auquel le métier des armes, comme c'est souvent le cas, a un peu porté à la tête. C'est un bon moment passé, et, à vrai dire, ça ne vas pas plus loin.

André FRYS.

télévision

Charles Fourier

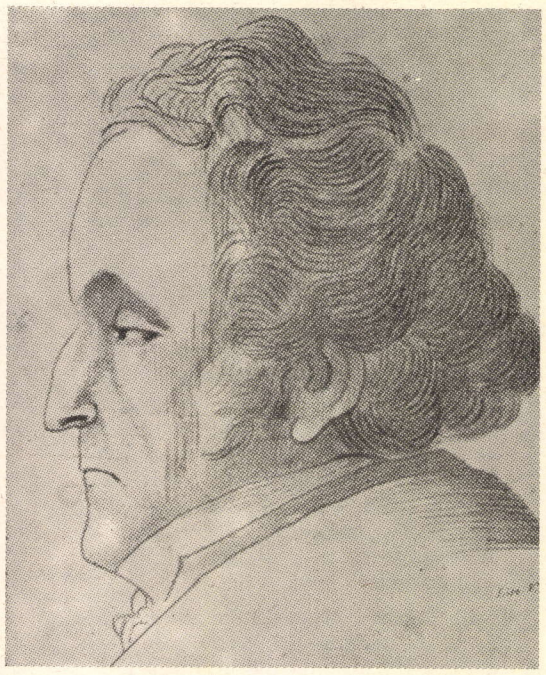
Le père de la théorie de l'harmonie universelle... en vrac

MERCREDI soir, sur la première chaîne, le service de la recherche de l'ORTF présentait Charles Fourier. L'effort était méritoire. La réussite n'a pas, hélas, été à la hauteur.

Pas un mot du contexte historique dans lequel Fourier élabora son œuvre. C'est à peine si l'on eut droit à sa date de naissance (1772, on en fête, cette année, le bicentenaire). Pas un mot non plus sur l'influence qu'il exerça tant de son vivant qu'après sa mort, de ses échecs ou de ses réussites. Pas un mot en fait pour tenter de porter un jugement sur la personnalité et l'œuvre de ce socialiste utopique, bâtisseur d'un système extravagant et dont toutes les tentatives pratiques pour mettre sur pied les fameux phalanstères aboutirent à l'échec, mais dont certains aperçus sur l'histoire de l'humanité et bon nombre de critiques de la société capitaliste naissante influencèrent Marx et Engels eux-mêmes.

Le film se résumait à nous servir en vrac toute une série de citations de Fourier, citées hors de tout contexte. Et l'image accentuait encore cette impression de pêle-mêle et de désinséré en nous montrant un Jean-Marie Serreau, l'acteur incarnant Fourier, se promenant, pour déclamer, dans des lieux plus ou moins étranges choisis pour leurs aspects esthétiques, sans doute, mais dont on se demande toujours quels rapports ils peuvent avoir avec Fourier ou son œuvre.

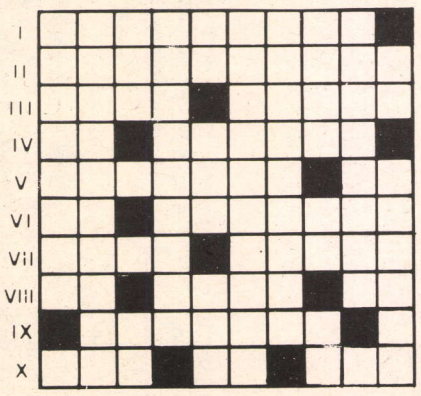
Dans tout cela, cependant, une thèse nous était suggérée : celle de l'actualité de Fourier. Malheureusement, telle qu'elle nous fut présentée, elle était fausse. Car si Fourier tient une place, et même une grande place, dans l'histoire des idées, ce n'est en aucune façon par l'influence directe qu'il exerce à l'heure actuelle. De toute évidence, elle est nulle. Et si certains parallèles peuvent être faits entre les phalanstères fouriéristes et les communautés hippies ou autres d'aujourd'hui, c'est uniquement parce qu'on retrouve à la base de toute tentative de ce genre la même démarche pour sortir plus ou moins d'un monde qui pèse trop, la même naïveté et la même utopie. Mais Fourier n'y est pour rien. La preuve d'ailleurs, ces gens d'une communauté de Courbevoie avouant, interrogés par les réalisateurs, qu'ils n'avaient « jamais entendu parler de ce gars-là ».



Non, Fourier est important par l'influence qu'il a exercé sur le mouvement socialiste en général et marxiste en particulier qui s'est développé après lui dans une toute autre direction, mais qui s'est nourri en partie de son œuvre. De cela, il n'a pas été question mercredi soir.

Dommage. Le père de la théorie de l' « Harmonie universelle » *méritait davantage... que ce film décousu.*

J. L.



HORIZONTALEMENT. — I. Ont la détente facile quand on leur trouve des crosses. — II. Parfumées. — III. Se fait les dents au bois - Vénérée avant d'être brisée. — IV. Interjection - Reprend son souffle après l'avoir perdu. — V. Visser - Au pieu. — VI. Dans le vent - Avions d'assaut. — VII. Vieille Irlande - Fera. — VIII.. De triste mémoire - Rassembler mais dans l'ordre - Cardinaux. — IX. Boieras. — X. Dans la mer - Personnel - Célèbre pour ses couvre-chefs.

VERTICALEMENT. — 1. Fabriques de robots. — 2. Champion du classement général. — 3. Indispensable à la reproduction des dauphins - Article étranger. — 4. Désagréablement. — 5. Un début comme un autre - Morceau de rétine - Rome l'affirmait publique. — 6. Suivi à la trace. — 7. Etat fantoche sud-américain. — 8. Dans le désordre : tissu léger - Tue au Vietnam - Possessif. — 9. Il faut les battre pour que ça marche bien. — 10. Fin de participe - Fatigante.

SOLUTION DU PROBLEME PRECEDENT

	1	2	3	4	5	6	7	8
I	V	A	C	A	N	C	E	S
II	I	N	A	C	T	I	V	E
III	O	N	D	E	■	■	A	S
IV	L	I	E	R	R	E	S	■
V	E	E	T	E	H	C	A	R
VI	T	■	S	E	U	L	■	O
VII	T	A	■	■	M	U	E	S
VIII	E	M	O	I	■	S	U	E
IX	S	I	E	S	T	E	■	E

MAROC

Un régime pourri

(Ph. Zinnia)

DEPUIS des années, la monarchie chérifienne ne se maintient au pouvoir que par une violence ouverte et sans fard contre l'ensemble de la population marocaine. Et cette violence a pour fonction essentielle d'empêcher le peuple marocain de se révolter contre ses conditions de vie misérables. Ses conditions, quelles sont-elles ?

Dans les campagnes, où se trouvent les deux tiers de la population du pays, le chômage atteint 50 % de la main-d'œuvre et le revenu moyen par tête est de 400 F par an. Chez les ouvriers agricoles, comme chez les ouvriers d'industrie, les salaires sont bloqués depuis maintenant plus de dix ans alors que les prix ont connu une flambée qui va de 200 à 300 % d'augmentation selon les cas. Dans les grandes villes, comme Rabat et Casablanca, un travailleur qui touche 350 F par mois est considéré comme un privilégié. Et le nombre de chômeurs, qui augmente d'environ 100.000 unités par an, fait peser une menace permanente sur les salaires de ceux qui ont la chance de travailler.

La petite paysannerie n'est guère mieux lotie que les travailleurs agricoles. La monarchie chérifienne soutient, en effet, dans les campagnes des féodaux tout puissants qui, avec l'aide de l'armée et de la police, pressurent les petits paysans. Par exemple, en novembre 1970, aux Ouled Khalifa, dans le Gharb, le pouvoir royal envoya la troupe pour mater les révoltes des paysans pauvres qui désiraient la réforme agraire et la récupération des terres spoliées par la colonisation et la féodalité. On compta officiellement sept morts et des dizaines de blessés parmi les paysans.

Plus récemment au début de l'année, à Tasaltent, des paysans ont manifesté et occupé des terres spoliées qu'ils revendiquent. Suite à ce mouvement, six d'entre eux furent arrêtés et, en signe de solidarité, les villageois de cinquante douars ont refusé de labourer les terres des féodaux.

Chez les travailleurs, l'agitation n'est pas moins grande. Ces derniers temps, de nombreuses grèves ont eu lieu dans le textile (Fès, Rabat), les mines (Kettara, Ahouli, Mibladen, Khouribga), les conserveries (Safi), l'aéronautique, Volvo, la Brasserie du Maroc, à la Comamusi et chez Gorzinit. Des marches de protestation ont été organisées par les travailleurs des briquetteries de Salé, du port et des travaux publics à Casablanca, d'une dizaine d'entreprises à Mohammedia, dont le secrétaire adjoint du syndicat local Union Marocaine du Travail a été arrêté.

Ce sont d'ailleurs les mêmes conditions qui expliquent que le mécontentement paysan ait été à l'origine du soulèvement du Rif (1958) et que les travailleurs aient pris une large part à la grande manifestation de mars 1965 à Casablanca. Ces deux mouvements furent d'ailleurs réprimés dans le sang.

Dans une petite brochure intitulée « Le Maroc de la répression et des procès politiques », **l'Union Nationale des Etudiants du Maroc (U.N.E.M.) rappelle la répression constante qui s'abat sur les militants marocains opposés à Hassan II et le viol continuel des droits démocratiques élémentaires : fabrication de toutes pièces par la monarchie de cinq « complots » (1959, 1960, 1963, 1964, 1969-1971) pour démanteler le principal parti d'opposition, l'Union Nationale des Forces Populaires dont le leader, Ben Barka, fut assassiné en 1965. Truquage des élections et des votes aux référendums en décembre 1962, mars et juillet 1963, octobre 1969, juillet et août 1970, mars 1972. Interdiction du Parti Communiste Marocain puis du Parti de la Libération et du Socialisme dont un certain nombre de dirigeants sont à l'heure actuelle en prison. Arrestation de dirigeants et de militants de l'Union Marocaine du Travail et de l'Union Nationale des Etudiants du Maroc.**

En ce qui concerne la presse, outre les nombreuses saisies (rappelons que depuis le 16 août, les deux quoditiens du Parti Istiqlal, L'Opinon **et** Al Alam, **ont été saisis à plusieurs reprises ainsi d'ailleurs que** Maghreb-Informations, **le quotidien de l'U.M.T. et l'hebdomadaire de l'U.N.F.P.** Al Ittihad al Watani), **le pouvoir a purement et simplement interdit à la parution les journaux** Al Bayam **et** Al Kifah al Watani **alors que leurs locaux étaient occupés en permanence par la police.**

Enfin, depuis le début de l'année, sans compter la répression qui a suivi l'attentat manqué du 16 août, la police, l'armée et la justice royales comptent à leur actif :

— enlèvements de militants de gauche à Casablanca (26 février 1972), Marrakech (19 février), Ouerzabatte (2 février), Casablanca (22 février) ;

— condamnation à 45 jours de prison ferme de deux membres du Comité Exécutif de l'U.N.E.M. et arrestation d'un troisième ;

— jugement de trente-trois militants de l'U.N.F.P. en mars pour distribution de tracts « subversifs » ;

— arrestation de cent étudiants en médecine à Rabat (11 février) ;

— condamnation d'Abdeslam Bourkia, dirigeant du Parti de la Libération et du Socialisme, à huit mois de prison ;

— répression, par la police et l'armée, de manifestations populaires à Rabat, Fès, Beni Mellal, Midelt, Taroundant, Nador, Agadir, Inezgane, Meknes, Marrakech, etc.

Et en elle-même, cette liste incomplète porte condamnation d'un régime qui n'en finit pas de pourrir...

J.L.

Lyon : les "bulles" de Max Moulin

DEPUIS le début du scandale des proxénètes-policiers de Lyon, le préfet Max Moulin de la région n'a perdu aucune occasion de se distinguer par des déclarations publiques retentissantes et malencontreuses.

Peu de temps avant la décision de soumettre l'ensemble des flics de Lyon à l'enquête de « super-policiers », il déclara : **« Il n'y a pas, actuellement, un policier qui n'ait ma confiance et celle de ses chefs ».** Une confiance si bien placée, voilà qui juge le personnage. Et Max Moulin, ancien directeur des Renseignements Généraux, est particulièrement bien placé pour connaître les mœurs policières.

Une autre fois, il devait dire qu'après tout, il en était à Lyon comme ailleurs. Ce n'est pas nous qui le démentirons, mais alors qu'attend notre préfet pour réclamer l'ouverture d'enquêtes sur le proxénétisme et la corruption aux quatre coins du pays ?

Toujours inspiré, il fit encore une autre déclaration qui montre à qui pouvait en douter que la fonction préfectorale se concilie fort bien avec les pires préjugés réactionnaires et le racisme le plus sordide. **« Je crois,** disait Max Moulin, **qu'un certain nombre de pratiques sont inéluctables, et qu'il faut tenir compte des réalités. Lyon est une agglomération d'un million deux cent mille habitants, comprenant un grand nombre de travailleurs immigrés célibataires dont soixante mille Nord-Africains. »**

Admirez ce petit chef-d'œuvre d'hypocrisie ! La prostitution et le gangstérisme sont certes inhérents à la société bourgeoise. Et il est non moins vrai que la compréhension du préfet ne saurait aller au-delà des lieux communs. Alors pourquoi demander à ce brave Max Moulin et à ses subordonnés de vaincre un mal inéluctable ? Et puis à qui la faute sinon à ces immigrés et en particulier aux soixante mille Nord-Africains ainsi désignés à la vindicte publique ?

Les responsables du scandale de Lyon seraient-ils les proxénètes, les gérants d'hôtels de passe, les actionnaires desdits établissements et autres cabarets douteux, les policiers complaisants et corrompus, parfois actionnaires eux-mêmes, les députés compromis dans cette affaire, le barreau qui a un peu vite réglé le dossier de certain meurtre évitant ainsi toute peine au sieur Javilley, la respectable clientèle bourgeoise de certaine maison de demi-luxe, Max Moulin lui-même et ses services qui n'ont rien su faire démontrant ainsi soit leur incompétence soit leur complicité ?

Max Moulin n'a pas dit cela, pour lui, les responsables ce sont les travailleurs immigrés et particulièrement les Nord-Africains.

L'association de coopération franco-algérienne vient, fort justement, de protester contre l'impudence du préfet. Dans un communiqué, elle rappelle que si tant de travailleurs immigrés sont contraints de vivre en célibataires, c'est bien souvent à cause de la politique raciste du pouvoir qui vise à décourager, voire à empêcher les étrangers de faire venir leur famille en France. Elle souligne opportunément que Max Moulin en personne avait, le 15 juin 1970, refusé l'admission de familles d'immigrés dans certains quartiers de l'agglomération lyonnaise.

On peut ajouter à cela que les flics de Lyon sont bien à l'image de leur préfet raciste.

Ainsi, quelques semaines avant les vacances, un travailleur algérien était assassiné par un Pied-Noir notoirement raciste. Indigné par ce crime qui couronnait une série d'attentats anti-immigrés durant les mois précédents, plusieurs centaines de travailleurs nord-africains voulurent manifester dans la rue.

Mais la police lyonnaise, qui, comme par hasard, était restée impuissante devant la vague d'attentats, sut montrer de quoi elle était capable. Bien d'autres manifestations avaient été tolérées, celle-là fut accueillie par les matraques de ceux qui ont la confiance de Max Moulin, et elle se solda par plusieurs blessés graves.

Cette police gangrenée, proxénète et raciste, a sans conteste un chef idéal. Protecteur des souteneurs, ne s'élevant pas au-dessus des préjugés épais qui règnent dans les commissariats !

André VICTOR.

De la préfecture aux commissariats un même racisme. (Ph. L.O.